

capital d'entreprise productif. La voici telle quelle :

« Pour le travailleur, un accroissement de la productivité entraîne idéalement une augmentation de salaire qui vient s'ajouter à son revenu et/ou lui permet de réduire son temps de travail. Pour l'entreprise, une hausse de productivité se traduit par un prix de revient unitaire plus bas et donc un bénéfice plus élevé qui peut être réinvesti mais aussi redistribué aux travailleurs, sous forme d'augmentation de salaire ou de création d'emplois, et aux actionnaires, sous forme de majoration de dividendes. En outre, sur un marché concurrentiel, produire plus avec moins lui permet de baisser son prix de vente et donc d'être plus compétitive (parfois, il est vrai, au détriment [seul point sombre du tableau] de la compétitivité d'autres entreprises). » (p. 2)

C'est évident, chacun y trouve, idéalement, son compte. Et tout le monde est content³.

NOTES

1. Voir toutefois F.C. Deyo, *Beneath the miracle : Labor subordination in the new asian industrialism*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1989, pour un tableau « structurel » de la surexploitation économique et du contrôle étatique et social d'une main-d'œuvre mobile, jeune et non qualifiée, sous-jacents au miracle des quatre dragons asiatiques.

2. La plus grossière concerne l'emploi agricole. Les réformes chinoises ont, au contraire, libéré énormément de bras de l'agriculture, et permis du coup, entre autres, pour ne parler que de l'emploi rural, de les surexploiter massivement dans l'industrie dite « rurale ». Voici un tableau récent et moins idyllique de ce que c'est que la situation de l'emploi dans les campagnes chinoises : « L'agriculture emploie actuellement en 2004 plus de 40 pour cent de la population active, mais on estime que 20 pour cent suffiraient pour assurer le niveau actuel de production avec les techniques actuelles. Cet écart donne la mesure du sous-emploi

massif qui caractérise ce secteur et indique qu'il y a environ 150 millions de personnes "en trop" dans l'agriculture. [...] Finalement, c'est plus de 35 pour cent des emplois ruraux qui se situent hors de l'agriculture, emplois souvent saisonniers [...]. Mais le dynamisme des entreprises rurales s'essouffle depuis le milieu des années 1990 [...] et désormais l'exode rural apparaît le seul moyen de réduire le sous-emploi rural. En 2005, le nombre total des migrants (près de 150 millions de personnes) pourrait dépasser celui des emplois dans ces entreprises de bourgs et villages. » (F. Lemoine, *L'économie de la Chine*, La Découverte, Paris, 4^e éd., 2006, p. 47-49, qui renvoie à la revue *Tiers-Monde*, 183-2005, *Paysans : mode de survie*.)

3. Une utopie est un lieu (mental) sans lieu (physique). Il est donc normal que l'utopie économique du BIT puisse entre autres faire l'économie, dans ses comptes, du physique encombrant de l'État.

les cahiers du

quotidien des sans-papiers

n°1 • avril 2008 • 1 euro

Les damnés de la civilisation

par Claudio Ielmini

Partant d'une nouvelle lecture critique de Frantz Fanon, l'auteur examine certaines transformations fondamentales intervenues dans la composition sociale des populations des pays du Tiers-monde, en s'arrêtant en particulier sur le modèle chinois, sur le processus de création en Chine d'un vaste nouveau prolétariat sans droits – sans papiers. La thèse centrale est celle de la formation de nouvelles classes de travailleurs surexploités et sans droits à l'échelle mondiale. Cette réflexion débouche sur une appréciation nouvelle de la signification des luttes exemplaires des sans-papiers en France : nouvelle, mais en utilisant à cette fin certaines catégories générales au cœur de la critique développée jadis par Fanon de la colonisation et de la décolonisation.

Un « nègre », un livre

En 1961, au plus fort du mouvement de décolonisation, un livre eut son heure de notoriété auprès des intellectuels européens et notamment français. En voici la conclusion générale :

« Ne perdons pas de temps en stériles litanies ou en mimétismes nauséabonds. Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre, à tous les coins de ses propres rues, à tous les coins du monde. Voici des siècles que l'Europe a stoppé la progression des autres hommes et les a asservis à ses dessins et à sa gloire; des siècles qu'au nom d'une prétendue "aventure spirituelle" elle étouffe la quasi-totalité de l'humanité. »

Cet appel à l'abandon était aussi, expressément, un appel au désaveu des intellectuels européens en tant que tels, qui applaudirent néanmoins pour la plupart, souvent au nom de la « honte d'être européens ». C'était l'époque de l'engagement sartrien et Sartre précisément donna le ton, en préfaçant le livre et en invitant les Européens à le lire : « Ayez le courage de le lire : par cette première raison qu'il vous fera honte et que la honte, comme a dit Marx, est un sentiment révolutionnaire¹. »

L'auteur, un « nègre », n'était pas un nègre quelconque, mais un Noir martiniquais insoumis, médecin psychiatre de son état et révolutionnaire algérien de son choix, un ancien colonisé, français de naissance, un asservi, mais ayant développé une conscience aiguë de l'avoir été, donc un regard perçant et le plus lucide sur les conditions de la libération.

C'est pour aider à développer cette conscience de la révolte nécessaire, libératrice, chez lui et chez tous les colonisés de la planète, qu'il écrivit son livre. Pour la développer jusqu'aux extrêmes conséquences ; pour que, conscients d'avoir à abandonner toute répétition plaintive, tout mimétisme de l'Europe, lui et ses frères nègres de tous les coins du monde en arrivent à la seule, à l'extrême, salutaire conclusion : quitter la métropole blanche.

Le ton nouveau du livre était sensible d'emblée pour des Français. Il rompait jusque dans la forme avec la tradition des bienséances intellectuelles. Il s'adressait non aux intellectuels blancs, ni aux intellectuels colonisés, dont le rôle de classe fatalement conformiste et mimétique était stigmatisé sans concessions, mais directement aux combattants de la révolution anti-colonialiste. À eux seuls l'appel était lancé.

L'issue du combat historique ne faisait aucun doute. Ce dont il s'agissait, c'était donc d'abord de préciser la condition de sa victoire réelle, non illusoire. Et la condition c'était : quitter la métropole globale d'une manière définitive. Physiquement, certes, pour certains ; mais avant tout et pour la très grande majorité, pour le peuple global des pays du Tiers-monde, la quitter idéologiquement : dans ses mécanismes de pensée, dans ses concepts et ses principes, dans sa culture. La quitter humainement, en tant qu'hommes. Condition pour en finir avec leur infantilisation orchestrée par tous les moyens, par les forces sociales matérielles ainsi qu'intellectuelles, et pour prendre enfin en mains, à proprement parler, leurs destins.

Bêtes de somme jusqu'à hier, hommes debout aujourd'hui.

SOMMAIRE

UN "NÈGRE", UN LIVRE
PAGE 1

POPULATIONS MONDIALES
PAGE 2

MADE IN CHINA
PAGE 4

UN LIVRE, SON ACTUALITÉ
PAGE 9

NOTES, PAGE 14

ENCADRÉ :
TROIS-QUARTS DES PAUVRES DE
LA PLANÈTE CONTINUENT-ILS DE
"VIVRE EN MILIEU RURAL" ?
PAGE 17

[Ce texte a déjà paru, dans une version légèrement différente, dans le numéro 23-24 de la revue Ni patrie ni frontières. Une version modifiée du dernier chapitre a paru aussi dans le numéro 22 du Quotidien des Sans-papiers. Nous le rendons maintenant disponible et téléchargeable sur notre site dans sa version complète et définitive.]

Le Quotidien des Sans-papiers
invite aussi ses lecteurs

à visiter le site du
9ème collectif des Sans-papiers

9emecollectif.net

ARRÊT DES RAFLES ET DES EXPULSIONS
ABOLITION DES CAMPS DE RÉTENTION
RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS

Vous trouverez sur ce site :

les chroniques des actions contre les camps de rétention
des appels aux manifestations et rassemblements
des communiqués, alertes et nouvelles
tracts, presse/web, etc.

Hommes dignes, poursuivant dans l'action, expérimentant par la voie de l'insoumission directe collective et violente, jusque dans les replis de leur psychisme en libération, donc intériorisant radicalement, leur éloignement global de la civilisation européenne – des *colonisateurs* des esprits comme des *colonialistes* et *néo-colonialistes* matériels.

Que reste-t-il, passé un demi siècle, de ce livre, *Les damnés de la terre*, au titre déjà évocateur du chant d'espoir des foules esclaves européennes en lutte ; du chant d'espoir, plus tard, des foules esclaves des continents du Tiers-monde, des « *hommes colonisés, ces esclaves des temps modernes*² » ; et qui à présent ravive en nous la vision du torrent de désespoir planétaire, l'enfer sur terre des damnés de la civilisation, corps et nourriture de notre contemporanéité ?

Page après page, on en démêle, on entend les cordes, on en fait l'essai ; et il s'en dégage des sons aujourd'hui disparates, mélange d'inactualité et d'actualité profondes.

Profondément inactuelle la perspective politique. Celle d'un mouvement mondial des *paysans pauvres*, des surexploités du Tiers-monde insurgés dans les révolutions anticolonialistes et anti-néocolonialistes, organisés dans les armées nationales, appelés à rejeter à la mer, avec les anciens et nouveaux colons, leurs anciennes et nouvelles bourgeoisies colonisées et néocolonisées, les « *esclaves affranchis* » (« *clientèles urbaines* », « *élites intellectuelles ou commerciales* »), appelés à instaurer donc dans le monde, par le biais des révolutions nationales, le socialisme révolutionnaire internationaliste : puisque, « *dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire*³ ».

Que cette perspective ait été bonne ou mauvaise à l'époque, ce n'est pas ici la question. Elle est à présent dépassée par la dynamique des faits, par les bouleversements sociaux intervenus dans la composition de la population mondiale, les masses *paysannes* du Sud du monde n'étant plus guère paysannes dans la plupart des cas.

Populations mondiales

Les *pauvres* et *surexploités* du Tiers-monde sont aujourd'hui une réalité surtout urbaine, ou en passe de le devenir à grands pas – si tant est que l'on puisse encore qualifier d'« urbains » les bidonvilles, favelas et autres inqualifiables périphéries peu ou non urbanisées (en expansion permanente accélérée, le plus souvent mal recensées, impossibles à recenser, dont personne ne sait où « la ville finit », où « la ville commence ») des « conurbations » et autres agglomérations monstres, villes capitales géantes et autres « mégapoles », où ils s'accumulent sans nombre.

L'emploi même du mot « urbanisation » est impropre, paradoxal, face à un processus mondial qui, par son ampleur et son intensité, n'a plus rien ou pas grand-chose à voir avec le traditionnel contraste ville/campagne, ni avec l'idée même de la ville, auxquelles nous ont familiarisés deux siècles d'historiographie et de sociologie européennes. Ce processus, désormais, ne concerne plus seulement les situations dites de mal-développement, plus seulement les pays qu'on appelle moins avancés ; il n'est même plus lié à une phase quelconque de formation des conditions de l'industrialisation (comme cela a été en Europe et ailleurs), mais bien très souvent à la persistance et à l'aggravation, voire au retour du sous-développement structurel – économique, des conditions de vie et culturelles. Bref, il faut retenir ici ce fait majeur de notre temps : tout en étant souvent d'origine rurale ou quasi rurale, les déshérités, les surexploités, en somme les pauvres de ce monde, ne sont plus aujourd'hui une réalité sociale qu'on puisse définir « *essentiellement paysanne*⁴ ».

On s'accorde généralement pour avancer, d'après les estimations des démographes, que la planète est entrée dans la période (2005-2010) du dépassement de la population rurale par l'urbaine, celle-ci étant évaluée à peu près à la moitié de la population mondiale, 3,2 milliards d'hommes sur un total de 6,5 milliards estimés pour 2005 (48 pour cent déjà en 2003). Les cinq septièmes (envi-

ron 2,3 milliards d'hommes) de cette population urbaine totale s'entassent désormais dans les villes du Tiers-monde. Un chiffre, à lui seul, exprime l'énormité des changements en cours : rien que depuis 1980, en peu plus de deux décennies, la masse de la main-d'œuvre urbaine sur le marché mondial du travail aurait « *plus que doublé*⁵ ». Ce processus inédit dans les annales de l'humanité s'est déroulé notamment dans les pays du Tiers-monde (Chine incluse), où il continue à progresser d'un pas accéléré. Ces estimations (où l'écran des chiffres n'en cache pas moins la réalité toute nue de la misère et des mille famines de ce meilleur des mondes) s'appuient sur les statistiques des Nations unies. L'imprécision par défaut de celles-ci est notoire, car elles s'appuient à la fois sur des définitions sociologiques légales (nationales) très variées et confuses (ou internationales très restrictives) et sur des recensements (effectués par les différents États) qui sont souvent, dans les meilleurs des cas (et non seulement dans le Tiers-monde), peu fiables, et dans les pires délibérément et massivement faussés. Nous ne nous livrons pas ici à la critique des méthodes et du fond des statistiques officielles ; citons seulement, pour en donner une idée, quelques exemples instructifs.

« *À la fin des années 1980, le taux de pauvreté officiel de Bangkok n'était que de 5 pour cent* », alors que des études avaient fait ressortir que plus d'un million 150 mille personnes, « *près d'un quart de la population* » de la ville (soit 25 pour cent), vivaient dans des bidonvilles. Dans les mêmes années, le gouvernement mexicain « *affirmait que seul un urbain sur dix était réellement pauvre* » (soit 10 pour cent), alors que par ailleurs des statistiques des Nations unies mêmes montraient que « *près de 40 pour cent des urbains vivaient avec moins de 2 dollars par jour*⁶ ».

Des exemples analogues pourraient être mentionnés pour de nombreux autres pays du Tiers-monde, où la situation est allée généralement en s'aggravant ; certes, pour un ensemble complexe de raisons, mais dont le résultat général a été, et continue à être, l'augmentation incontrôlable des populations pauvres urbaines. Venons plutôt aux pays occidentaux

l'ation rurale. En 1984, 11 pour cent seulement de cette population vivait au-dessous du seuil de pauvreté – 8 pour cent en 1994 et 3,7 pour cent en 2000 [...]. Il n'y a pas de précédent d'une baisse aussi forte de la pauvreté en aussi peu de temps. [...] La productivité agricole a beaucoup progressé entre 1979 et 1984 »... et cetera. (p. 162)

La Chine actuelle, son nom – écrits en lettres d'or dans le grand livre du relèvement de l'humanité pauvre et souffrante ! Il y a, dans une telle apologétique qui se veut pragmatique, quelque chose qui va bien au-delà d'une simple méconnaissance. Un parti pris de fond, outrancier, jusqu'aboutiste, concernant les fondements sociaux de toute société contemporaine. Derrière l'étalage de bonnes intentions, derrière les très nobles mobiles institutionnels du BIT, c'est la révolution moderne capitaliste dans les campagnes, l'expropriation et la transmutation totale, la sur-prolétarianisation radicale de tout ce qui reste des classes pauvres paysannes sur la face de la terre, qui sont ainsi prônées. Nous sommes en face d'un modèle universel, présenté comme la voie unique d'une modernisation qui doit tout embrasser.

On notera, dans le dernier passage cité, l'acceptation passive de la « *source officielle* ». Le caractère singulier, sans précédent, « *d'une baisse aussi forte de la pauvreté en aussi peu de temps* » n'est qu'enregistré, et signalé dans un but apologétique. Sans broncher, on accorde foi à ces chiffres qui font chuter le nombre des « *pauvres en milieu rural* » de 33 à 11 pour cent, de deux tiers en seulement six ans ! (et qui, dans la mesure où ils correspondent à la vérité, sont l'indice d'autres bouleversements sociaux de fond). Ces chiffres rappellent les formules hyperboliques du « grand bond en avant » maoïste (voir le chapitre *Made in China* de notre essai). Et même pas le fait que le même personnage, Deng Xiaoping, ait été

jadis, et était plus récemment, à la tête du parti-État chinois ne semble inquiéter le BIT – et ses experts ne peuvent l'ignorer.

Mais lisons ce qu'écrit, au contraire, du travail salarié rural en Chine, et donc notamment de celui des pauvres en milieu rural, un autre auteur :

« *Les données sur les salaires dans les entreprises rurales sont quasi inexistantes. [...] La ligne de clivage la plus importante est celle qui sépare les villes et les campagnes. [...] Les rémunérations des ouvriers des entreprises rurales comme celles des migrants sont, d'après les enquêtes, en moyenne environ deux fois moins élevées que celles des ouvriers des entreprises urbaines (0,5 dollar de l'heure contre 1 dollar en 2002) et elles ont peu ou pas augmenté entre le milieu des années 1990 et 2003. Dans la province du Guandong [Canton], le très faible niveau des rémunérations n'attirait plus les migrants et les entreprises ont été confrontées à des pénuries de main-d'œuvre dans le courant de l'année 2003. D'après une enquête de la Banque populaire de Chine, les migrants travaillant dans cette province gagnaient environ un demi-dollar de l'heure encore en 2005. Ainsi, la majeure partie de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière chinoise est située hors des zones urbaines, largement constituée d'ouvriers peu qualifiés, avec un niveau de salaire très bas et qui a peu augmenté au cours de la dernière décennie.* » (F Lemoine, *L'économie de la Chine*, La Découverte, Paris, 4^e éd., 2006, p. 50-51).

Voici à quoi ressemble l'avenir radieux que souhaite le BIT aux paysans pauvres du monde entier, quand, à la fois, il leur indique le modèle chinois et qu'il prononce ses formules incantatoires des deux « seuils de pauvreté ». Le pavé des bonnes intentions des uns est l'enfer de la condition salariale réelle des autres, sous-payée et sauvage.

Y a-t-il une part d'exagération dans notre présentation du panégyrique que fait le BIT d'une Chine contemporaine dont la situation

sociale est résumée comme suit (pour 2006) dans l'édition 2008 de *L'état du monde* ?

« *Les inégalités sociales ont encore progressé et la Chine est le pays le plus inégalitaire d'Asie après les Philippines. [...] Le manque d'emplois reste chronique, les statistiques officielles du chômage urbain, évalué à 4,1 pour cent, reflètent mal l'ampleur du phénomène.* » (La Découverte, Paris, 2007, p. 193-194)

L'état du monde serait-elle une publication particulièrement blâmable pour son extrémisme ? Dans ce cas, cela concerne aussi, et bien davantage, les publications du très officiel Institut national d'études démographiques français, où l'on peut lire une étude sur la Chine au titre parlant, *Les revenus : une pauvreté persistante et des inégalités croissantes*, et qui se conclut ainsi :

« *La Chine est un pays pauvre et très inégalitaire. Sur 174 pays classés [dans le monde], son rang en matière d'Indice du développement humain [espérance de vie à la naissance + niveau d'instruction + PIB par tête] est le 106^e, entre l'Albanie et la Namibie.* » L'indice de la disparité des revenus, 41,5 en 1995 selon la Banque mondiale (bien plus, 45,2, selon d'autres calculs), « *est plus élevé qu'en Indonésie (31,7), au Pakistan (40,7) et surtout bien supérieur à celui de l'Inde (33,8), l'autre géant démographique de la planète. [...] La comparaison avec l'Inde (un milliard d'hommes en 1999), pays dont on ne cesse de ressasser l'idée reçue d'une inégalité extrême est, là encore, objet de surprise.* » (J.-C. Chesnais, in *La Chine au seuil du XXI^e siècle. Questions de populations, questions de société*, INED, Paris, 2002, p. 473-474)

Le lecteur pourra juger à la fois de la part de notre exagération et de celle de l'extrémisme de ces deux publications, après une dernière citation. Dès la deuxième page de leur Rapport, en effet, les experts du BIT ne craignent pas d'afficher leur idéal – ce qui se présente sans ambages comme leur utopie du

de rien moins que les trois quarts (de 61,6 à 14,9 pour cent) ; quant aux travailleurs pauvres et aux travailleurs extrêmement pauvres, leur nombre a chuté d'autant en pourcentage de la population active (de 92 à 49,2 et de 71,1 à 17 pour cent respectivement).

Or le propre de cette région est que, bien plus que partout ailleurs, la forte urbanisation s'est accompagnée d'une très forte augmentation de la « productivité du travail ».

Nous voilà ainsi arrivés au thème même de ce Rapport, énoncé dès le sous-titre : « *Emploi, productivité et réduction de la pauvreté* ».

Le « miracle » des quatre « dragons » d'Asie orientale (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour), leurs exploits dans le domaine de l'industrialisation intensive, qui ont amené à forger pour eux la nouvelle dénomination de NPI, nouveaux pays industrialisés, ont tellement pendant si longtemps défrayé les chroniques économiques, qu'ils nous dispensent de nous y arrêter¹. Les experts du BIT eux-mêmes ne s'y arrêtent d'ailleurs pas, et pour cause. Ce n'est que le cas de la Chine, avec sa population majoritairement « rurale », qui les captive.

Que s'est-il donc passé d'autre, de remarquable à l'échelle mondiale, pendant les dernières décennies ? Il s'est passé justement que « *selon la Division de la population (ONU) beaucoup d'économies en développement sont de plus en plus urbaines* » (p. 137). (Rappelons que, dans ces pays, les « urbains », estimés à 280 millions en 1950, l'étaient à 2,2 milliards en 2003, multipliés par huit en seulement un demi siècle.)

De tels faits sont si macroscopiques, qu'il suffit de les énoncer pour entraîner leur rapprochement et l'adhésion à leur signification globale élémentaire. Serait-ce un hasard, si, dans le même temps, se sont produites aussi ces baisses spectaculaires du nombre des pauvres dans la population mondiale ? Au contraire, à ce train, il apparaît évident que, grâce à l'urbanisation du monde, la pauvreté extrême du

monde est en voie de disparaître, et que la simple pauvreté aussi est acheminée dans la bonne voie.

Ce constat une fois fait, c'est aux experts internationaux du travail de dépasser cette évidence élémentaire; d'en relever la complexité virtuelle et d'en tirer des conséquences efficaces pour le travail mondial des pauvres. Ceux-ci, pour vivre, doivent travailler, c'est même la loi d'airain du temps présent dans les régions du sous-développement.

Or, qu'est-ce qui différencie, en définitive, le travail dans les villes, et pourquoi les pauvres y sont-ils bien moins nombreux que dans les campagnes ? Simplement le fait que le travail y est plus productif. Les deux courbes du travail mondial et de la pauvreté mondiale font suffisamment ressortir qu'en règle générale la pauvreté diminue avec l'accroissement de la productivité du travail. Ce sont là (en tout cas à la longue) deux variables inversement proportionnelles.

« *Ce n'est donc pas n'importe quel travail qui peut faire sortir les gens de la pauvreté, mais du travail productif.* » (p.2)

Or, la pauvreté du monde frappe avant tout les ruraux. (Notons qu'il y a des limites physiques à l'urbanisation : avec quels moyens, quelles ressources, la formidable fraction pauvre des plus de deux milliards de ruraux de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique noire, pour ne rappeler que ces trois régions, pourraient-ils être embauchés dans les villes, y être logés, nourris ?...) Si le but est de les faire sortir de la pauvreté, ce n'est donc pas n'importe quelle productivité qui est en jeu, mais, avant tout, la productivité du travail agricole.

« *Étant donné que la majorité des pauvres de la planète continuent à dépendre de la terre, ne devrait-on pas considérer que la productivité agricole est la clé d'une croissance favorable aux pauvres ? [...] Dans la mesure où ce sont la faible productivité et donc le bas niveau des revenus qui sont à l'origine de la pauvreté rurale, il semble bien que [sa] réduction soit directement liée à l'accroissement de la productivité*

agricole. [...] Les pays dans lesquels la productivité et l'emploi du secteur agricole ont tous deux progressé sont ceux dans lesquels l'extrême pauvreté a le plus régressé. » Et de citer la Chine : « *L'exemple de la Chine est significatif : non seulement elle est en train de devenir la base industrielle de la planète mais c'est aussi un pays dans lequel la production et l'emploi agricoles ont considérablement augmenté et où la pauvreté a régressé dans des proportions non négligeables.* » (p. 9 et 15-16)

Citer la Chine en exemple, voilà qui est en effet très significatif. Et loin d'être anodin pour quiconque aura lu notre essai ci-dessus. Passons sur les erreurs factuelles que contient la dernière phrase rapportée². Que signifie, au fond, un tel exemple ? Pour répondre convenablement il nous faut lire quelques autres extraits du Rapport du BIT.

« *Comme on pouvait s'y attendre, la courbe de la production par habitant en Chine et dans l'Afrique subsaharienne correspond à celle de la pauvreté : alors qu'en Chine la production agricole par habitant a augmenté et que la pauvreté a baissé, cela a été l'inverse dans l'Afrique subsaharienne. [...] Les résultats de la Chine sont spectaculaires : la production agricole (en dollars de 1990) a augmenté de plus de 400 pour cent depuis 1980, soit environ le double de ce qui a été enregistré dans l'agriculture à l'échelle mondiale.* » (p. 142-3 et 149)

Ainsi, l'exemple de la Chine est non seulement cité, mais explicitement proposé aux pays pauvres, et notamment aux pauvres parmi les pauvres, ceux de l'Afrique noire, comme modèle à suivre. Mais poursuivons :

« *La Chine est l'un des rares pays du monde en développement à avoir considérablement progressé dans la réduction de la pauvreté ces vingt dernières années. De source officielle, celle-ci a commencé à reculer à partir de 1978 – on comptait alors 250 millions de pauvres en milieu rural, soit 33 pour cent de la popu-*

les plus développés.

Rien qu'aux États-Unis, près de 8 millions et demi de personnes « *avaient été omises lors du recensement de 1990, avec des groupes fortement sous-enregistrés* ». Quels étaient ces groupes ? Caprice du hasard, les « *minorités ethniques* » défavorisées (en particulier les enfants d'Indiens) et les « *populations pauvres des villes* ».

En un mot, tout porte à croire à la stricte invraisemblance des estimations selon lesquelles le dépassement réel de la population rurale mondiale par l'urbaine n'aurait pas déjà eu lieu, et ce, depuis un temps déjà plus ou moins éloigné.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas tant le caractère descriptif des chiffres qui importe, ni la chronologie plus ou moins précise d'un phénomène mondial qui, par son envergure même, échappe pratiquement à un traitement de type événementiel. Ce qui importe est le caractère profond du processus, ses tendances fondamentales, ce que, des transformations en cours dans les sociétés humaines, l'enregistrement et la description des données, même très approximatives, voire faussées, permettent de discerner; et la conscience du phénomène, d'appréhender. On se bornera ici à un seul aspect, mais majeur, de ces transformations.

Le demi-siècle qui vient de s'écouler a vu se déployer un processus général accéléré d'expropriation des populations paysannes inédit dans l'histoire³. La diffusion planétaire du capitalisme dans les campagnes, la transformation des rapports de propriété, donc le bouleversement des rapports sociaux fondamentaux, ont conduit à cette issue « classique » (jadis expérimentée en Europe) : la paupérisation massive, généralisée des campagnes et la dissolution des anciennes communautés villageoises, quelles que fussent leurs formes de division du travail et d'organisation sociale. Ce processus, en se doublant d'une expansion démographique tout aussi sans précédent, a produit un surplus énorme (se comptant par centaines de millions déjà dans les premières années du demi-siècle) de *paysans sans terre* et *desperados*, et il a ainsi « libéré » sur les marchés mondiaux

du travail et du crime salariés une quantité énorme de bras bon marché, inépuisable trésor pour toutes sortes d'activités tant de l'« économie formelle » que de sa consœur « informelle » (ou « sauvage », ou « criminelle »).

C'est cette paupérisation en continu – cette prolétarianisation au sens propre de la grande majorité de l'humanité – qui est à l'origine des grands déplacements récents de populations. Ces migrations toujours en cours, quelque comparables qu'elles soient, parfois, en pourcentage des populations locales déplacées, à celles d'époques passées, notamment de l'Europe moderne, sont, par leurs dimensions, par la démesure des nombres absolus et l'étendue planétaire, quelque chose de tout à fait nouveau. Ici, la mesure de la quantité définit directement la qualité nouvelle du phénomène. Elle dresse l'acte officiel de l'invasion de la terre par une nouvelle « *hominisation* » (par l'espèce *homo œconomicus*, diraient certains) : l'acte de l'avènement mondial d'une humanité plus ou moins conforme, dans ses phénomènes vitaux et sa matérialité pensante, à l'ordre, matériel et culturel, des rapports sociaux de la civilisation capitaliste.

En schématisant à l'extrême, on peut distinguer trois phases successives, correspondant à trois types majeurs de ces mouvements migratoires.

D'abord, les migrations des paysans appauvris, affamés, en excès dans les campagnes, essaimant vers d'autres campagnes et surtout vers les villes : prêts à vendre leur force de travail sous n'importe quelle forme, à n'importe quel prix, pour n'importe quel gagne-pain. Cette phase représente, pour ainsi dire, l'« accumulation primitive » en main-d'œuvre urbaine des pays du Tiers-monde. L'afflux massif (incontrôlé parce qu'incontrôlable, donc le plus souvent non chiffrable, même théoriquement) vers les villes y apporte non seulement, dans un premier temps, un grand nombre d'anciens paysans, mais encore, du même coup, leurs taux de natalité élevés ; aussi est également forte, dans un deuxième temps, leur contribution à ce que les démographes appellent l'accroissement naturel de la popula-

tion (sans compter les apports extérieurs, les nouveaux immigrants), accroissement « *devenu le premier facteur de la croissance urbaine* » dans ces pays⁴.

Ensuite, tout cela déterminant un important surpeuplement urbain (et donc la misère croissante des prolétaires pauvres urbains), les migrations entre les villes d'un même pays ou, au-delà des frontières étatiques, de pays plus ou moins limitrophes du Tiers-monde.

Enfin, les conditions générales de vie ne s'améliorant souvent pas, s'empirant même dans ces pays, du fait notamment des rapports qui ont été globalement qualifiés de néo-colonialistes (alors que, abstraction faite de cas particuliers, y progressent dans l'ensemble les taux et les niveaux de scolarité, et le développement des moyens de communication et de transport aidant par ailleurs), les migrations internationales à grande échelle, et notamment vers l'ensemble des pays développés, migrations en plein nouvel essor depuis quelques décennies.

Cela va sans dire que ces trois phases majeures se sont déroulées dans le temps, et se déroulent encore, dans des proportions, selon des combinaisons, des variantes, avec des rythmes différents, suivant les différentes régions du monde. Mais, en tant qu'abstraction concrète – qu'*exode rural* planétaire –, on peut considérer la première phase comme globalement achevée, pour l'essentiel, au commencement du XXI^e siècle. Il est vrai qu'il existe des pays, des régions entières, pour lesquels les statistiques semblent fournir une autre indication, mais cette diversité est non seulement locale mais partielle : des « *poches de résistance* » spécifiques et le plus souvent en voie de disparition hâtive. Mondialement, le processus de fond semble accompli ou sur le point de l'être, et la destruction des fondements des sociétés paysannes paraît avoir eu lieu partout.

Ceci d'autant plus que s'étend, comme le soulignent nombre d'observateurs sociologues, le phénomène des migrations « *pendulaires* », temporaires et répétées ; que s'amplifie partout dans le Tiers-monde le mouvement de va-et-vient des personnes

(par exemple, saisonnier) entre les campagnes et les villes, rendu possible par la diffusion des moyens de transport contemporains. Les anciennes définitions sociologiques, donc la distinction entre « urbains » et « ruraux », tendent ainsi à devenir caduques, de plus en plus inadéquates face au « flou » du mouvement des sociétés actuelles ; et même la tendance depuis quelque temps observée à la diminution de la croissance urbaine globale pourrait n'être, après tout, qu'un leurre, lié à des modèles devenus impropres à décrire de nouvelles formes sociales.

Made in China

Il existe dans le monde trois grandes « poches de résistance », importantes ne serait-ce que par le nombre d'hommes; trois grandes exceptions apparentes à l'accomplissement du processus global, si l'on s'en tient strictement aux chiffres des statistiques démographiques.

En Asie, les deux énormes réservoirs de population encore qualifiée en majorité de rurale, que sont les deux pays les plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde: censées compter respectivement, en 2005, sur leur population totale (un milliard 300 millions la première, un milliard 100 millions la deuxième), environ 60 et 70 pour cent de non-urbains. Soit environ 800 millions chacune. En Afrique, l'ensemble des pays subsahariens : censés compter, pour leur part, dans la même année, environ 65 pour cent de non-urbains sur une population totale de 700 millions, soit plus de 450 millions. Mais ces pourcentages (« donnés à titre purement indicatif », préviennent les démographes¹⁰) et la grandeur des nombres absolus qu'ils comportent (plus de 2 milliards de ruraux pour seulement ces trois zones géographiques) ne doivent pas faire illusion.

Du moins pour la Chine, le cas le plus éclatant.

Les politiques « de développement » poursuivies par l'État chinois depuis la fin des années 1970, la modernisation et la libéralisation de l'économie à partir des campagnes (la deuxième révolution de Deng Xiaoping ou le

« socialisme de marché » à la chinoise) y ont porté leur fruit : la différenciation de la population paysanne en deux classes sociales distinctes. D'une part, la formation d'une vaste paysannerie dans l'ensemble moins pauvre, composée de possesseurs (sinon de propriétaires) à titre de foyers paysans, directement intéressés aux rendements et profits des nouvelles exploitations agricoles. De l'autre, le résultat général et classique de la modernisation capitaliste des campagnes : la paupérisation en continu (tant que le processus de différenciation dure) du surplus de population rurale – de la partie n'entrant pas dans la première catégorie. En d'autres termes, la création d'un vaste prolétariat d'origine paysanne, « libéré » sur le marché du travail salarié, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie et les services. L'élévation relative des uns (la création de « classes moyennes » rurales, à côté des citadines) au prix de l'abaissement des autres¹¹.

La première et, plus ou moins au départ, « spontanée » période semble avoir été empreinte (après vingt années d'« *heureuses communes rurales du peuple* ») d'une insatiable boulimie paysanne. En cinq ans, de 1978 à 1983, le phénomène a progressé si vite que la « décollectivisation » a gagné jusqu'à 98 pour cent des exploitations ; en même temps (y compris l'année 1984), la production agricole a augmenté annuellement de 7,7 pour cent (contre 2,9 de la période 1952-1978)¹². Après quoi, le revers de la médaille et la série noire. La chaîne des graves tensions sociales, soulèvements et répressions en règle. Et les raz-de-marée de la grande et petite criminalité.

Deux brèves citations suffiront pour donner une idée de l'ampleur du phénomène et de ses effets sociaux. Un chercheur français, s'appuyant sur des enquêtes chinoises, évaluait, pour l'année 1995, à 60 millions de personnes (« *hommes jeunes et éduqués* » pour la plupart) les « *vagues d'ouvriers-paysans* [traduction littérale du terme chinois] *déferlant sur les cités en quête d'emplois plus ou moins temporaires*¹³ ». L'année suivante, la presse chinoise (nous apprend *L'état du monde*

1998¹⁴) rappelait « *à de nombreuses reprises la situation de l'emploi rural et notamment la question du reclassement des 140 millions de paysans "en surnombre"* ».

Vous avez bien lu : 140 millions¹⁵. L'équivalent de la population actuelle de la Fédération de Russie. Imaginez un tel pays, le plus vaste du monde, réduit d'un seul coup « en surnombre », en des masses « paysannes » errant sans travail – déferlant partie sur les villes, partie sur d'autres campagnes que les leurs, et venant concurrencer, dans les deux cas, les masses déjà existantes des travailleurs pauvres et chômeurs. Imaginez les effets sociaux d'un tel mouvement de population, dont la baisse générale des salaires les plus bas n'est qu'un aspect.

L'expression chinoise *ouvrier-paysan* rend bien l'idée d'un hybride social, comme celle de *vagues d'ouvriers-paysans* l'idée d'une vaste et mouvante condition humaine résultant d'une telle hybridation. Ce sont là, en effet, des *ouvriers* – avec la référence « urbaine » que le mot comporte –, puisqu'ils n'ont à vendre que leur force de travail (et peu importe que ces déracinés trouvent à se vendre en fait « à la ville » ou « à la campagne »). Mais, en même temps, ce sont des *paysans* : vu que subsiste un reste de cordon de survie, que transformation et régulation sociales les maintiennent, de fait ou de droit (comme en Chine), dans leur situation « paysanne » d'origine, quelque ténues, fragiles, qu'en soient désormais les racines.

Ce fait est parmi d'autres remarquable. Ces migrations internes se produisent en Chine contre toutes les interdictions et restrictions légales, ces restes – régis aujourd'hui pour l'essentiel localement par les différentes provinces, régions autonomes et grandes municipalités – du système du *hukou* (livret de résidence) instauré jadis par l'État maoïste: version actualisée d'une pratique séculaire d'enregistrement des ménages (foyers), de l'ancien système impérial de contrôle de la population, et notamment de son « *mécanisme ingénieux pour exécuter la politique centrale à l'échelon local* »¹⁶.

Cet enregistrement permanent, cette

TROIS QUARTS DES PAUVRES DE LA PLANÈTE CONTINUENT-ILS DE «VIVRE EN MILIEU RURAL » ?

C'est ce qu'affirme le Bureau international du travail (BIT) dans son *Rapport sur l'emploi dans le monde, 2004-2005* (Genève, 2005), dont un chapitre tout entier a pour titre : « *La pauvreté est un phénomène essentiellement rural* ».

Ces experts du recensement du marché mondial du travail utilisent sans sourciller le critère du seuil de deux dollars Ppa (parités de pouvoir d'achat, au cours 1993) par jour (*pauvreté*) et d'un dollar (*extrême pauvreté*) pour chiffrer la part des pauvres dans la population et la population active mondiales.

Censés plus proches de la réalité que les valeurs courantes des changes ou des moyennes pondérées de la Banque mondiale, et surtout que celles des indices gouvernementaux – volontiers fallacieux –, et du coup assez largement utilisés, les dollars Ppa n'en restent pas moins des entités théoriques. Calculés à un taux de change fictif, à des prix moyens mondiaux, ils peuvent à leur tour se prêter à des conclusions hâtives, voire intéressées, si l'on renonce à en faire un usage critique. Admettons que ce ne soit pas le cas ici. Mais n'oublions pas que souvent *l'enfer est pavé de bonnes intentions*.

À propos des pauvres de l'Inde, se demandait récemment un auteur : « *Combien sont-ils ? Personne ne le sait, ou plus exactement cela dépend des définitions retenues. Comme tout pays, l'Inde dispose de sa propre définition d'un seuil de pauvreté (poverty line ou Pl) [...] : 2400 calories par jour et par personne adulte en zone rurale, 2100 calories en zone urbaine.* » Ce qui donne, pour 2002, en Pl, 28,6 pour cent de pauvres sur la population indienne totale : alors qu'en 1 et 2 dollars Ppa par jour, ils sont respectivement 34,7 et 79,9 pour cent. (J.-J. Boillot, *L'économie de l'Inde*, La Découverte, Paris, 2006, p. 58-59).

Personne ne le sait... Mais les experts du BIT le savent pertinemment. Pour chaque zone géographique – et aussi pour la planète tout entière. Pour sa population active – et pour la population totale mondiale. C'est qu'ils n'utilisent, et d'une manière absolue, que le critère des deux « seuils de pauvreté ». Ils n'envisagent même pas (et ne considèrent d'ailleurs pas comme une difficulté pour l'ensemble de leur discours) que la pauvreté puisse être, non une notion de « pouvoir d'achat » pesé sur une balance moyenne théorique, mais des conditions de vie non fictives, fonction des besoins réels.

Ils ne considèrent pas non plus que l'« *exode rural* », la fuite massive de la misère noire des campagnes – l'espoir vivant de tout être humain de s'en sortir, de passer d'une situation de vie bloquée à une situation évolutive –, puissent alimenter autre chose qu'un nombre abstrait d'« urbains » envisagés exclusivement sous l'angle du dépassement de ces deux seuils. Ils semblent ignorer que, dans le contexte social concret d'un bidonville, l'on puisse être matériellement tout aussi pauvre avec trois ou quatre dollars par jour qu'avec un ou deux « à la campagne ». Ils ferment les yeux sur le fait que derrière une plus faible pauvreté évaluée selon des chiffres théoriques, puissent s'en cacher d'autres. Et par exemple ceux d'une effective, non moindre, voire plus massive misère noire « à la ville ».

Munis de leur clef en dollars théoriques, sésame ouvrant toutes les portes de la pauvreté du monde, ils peuvent ainsi établir :

- 1) qu'en 2003, « *1,39 milliard de personnes qui travaillent dans le monde vivent au seuil de la pauvreté* », ce qui représente « *49,7 pour cent des travailleurs de la planète* » (p. 23) ;
- 2) qu'en regard de cela, « *environ 75 pour cent des pauvres* [de tous les pauvres, les travailleurs pauvres y

compris] *continuent de vivre en milieu rural* » (p.137).

Tout cela ne reviendrait qu'à pérorer en faveur d'une lapalissade (en termes de « modernisation ») du type : les pays les moins développés économiquement sont aussi les plus économiquement pauvres – ceux aux revenus les plus faibles sont... « *les pays à faibles revenus* », à savoir, ceux où « *l'agriculture est le plus souvent la principale source d'emploi* » (p.142) –, si ce morceau de bravoure n'en cachait pas un autre.

Voici à quelles autres statistiques significatives des vastes évolutions sociologiques en cours dans la population mondiale, susceptibles donc d'indiquer la voie à de vastes décisions internationales et nationales de politique sociale, ces experts internationaux du travail peuvent ouvrir la porte en faisant tourner leur clef.

Entre 1980 et 2003, en seulement 23 ans, le nombre total des *pauvres* a diminué en pourcentage de la population mondiale de 14 points et demi, passant de 65,7 à 51,2 pour cent. Parmi eux, les *extrêmement pauvres* ont fait encore mieux : leur pourcentage a baissé de plus de la moitié, passant de 39,7 à 19,5 pour cent. Les *travailleurs pauvres* ne sont pas non plus demeurés en reste, ils ont diminué de plus de 10 points en pourcentage de la population active mondiale : de 59,8 à 49,7 pour cent. Mais les *travailleurs extrêmement pauvres* ont fait mieux encore : ils ont également (et mieux que quiconque) réussi à réduire leur pourcentage de plus de la moitié : de 40,3 à 19,7 pour cent.

Ces chiffres mondiaux sont fortement différenciés selon les différentes régions du monde, et, parmi toutes, celle qui fait figure de cas mirobolant est l'Asie orientale, incluant ce véritable volcan de la population mondiale qu'est la Chine.

Dans cette région, dans la même période, les *pauvres* ont baissé en pourcentage de la population totale de presque la moitié (de 85,3 à 43,2 pour cent) et les *extrêmement pauvres*

« *l'un des plus grands paradoxes de la Chine en marche vers la mondialisation* » et dénonce, d'autre part, la situation de « *cette main-d'œuvre rurale excédentaire [...qui n'a] bien souvent d'autre possibilité que de migrer illégalement pour échapper à la rigidité du système et répondre aux besoins des nouvelles entreprises privées des villes, gourmandes en main-d'œuvre bon marché* ». Cette chercheuse ne semble pas s'apercevoir ici de l'essentiel, de la rationalité politico-économique de fond de ce qui ne lui semble qu'un contresens : l'illégalité migratoire diffuse à laquelle la rigidité du système du hukou accule une grande partie de travailleurs est justement la condition, dans la situation démographique de la Chine, d'une main-d'œuvre aussi bon marché.

29. Kirkby, p. 31.

30. *Ibid.*, p. 30.

31. Friedman, p. 8.

32. J.R. Logan, *Three challenges for the chinese city : globalization, migration and market reform*, in id. (éd.), *The new chinese city : globalization and market reform*, Blackwell, Oxford, 2002, p. 16-17. Pour l'expansion urbaine de Shanghai, voir W. Wu, *Temporary migrants in Shanghai : housing and settlement patterns*, *ibid.*, p. 212-226. Pour les estimations de la « population flottante » de 1982 à 1995, Logan renvoie à K.W. Chang, *Internal migrations in China : an introductory overview*, in *Chinese environment and development*, 7-1996, p. 3-13.

33. Sullivan et Hearst, p. 89.

34. Attané, p. 185.

35. F. Lemoine, *L'économie de la Chine*, La Découverte, Paris, 4^e éd., 2006, p. 43.

36. Attané, p. 185-86.

37. Aubert, dans la revue *Tiers-Monde*, 183-2005, *Paysans : mode de survie*, cité par Lemoine, p. 51.

38. On trouvera dans l'encadré un examen de l'une de ces politiques programmatiques (« avis d'experts ») d'organismes supranationaux, celle, récente, omnivalente, du Bureau international du travail (Nations unies).

39. On frise le ridicule – le maximum de minimisation du phénomène à l'échelle internationale – dans l'estimation qu'en donne l'Organisation mondiale pour les migrations, qui ne tient compte que des migrants inclus dans les recensements officiels, qui donne pour 2000 le chiffre mondial de 175 millions de migrants, et qui estime ce chiffre (2,9 pour cent de la population mondiale totale) « faible » et incluant aussi les migrants sans papiers, avec cette explication : « *Les recensements dénombrent toutes les personnes présentes ou vivant dans un pays à un moment donné. Par conséquent, les chiffres des recensements n'excluent pas nécessairement les migrants*

sans papiers ou non autorisés. Il y a de fortes raisons [evidence] de croire que les recensements incluent en général les migrants sans papiers dans leurs dénombrements, fournissant ainsi une bonne base pour l'estimation de tous les migrants internationaux. » (IOM, *World migrations 2005. Costs and benefits of international migration*, Genève, p. 379.) On pourra juger de la pertinence de ces fortes raisons, de cette « évidence » fantaisiste, rien qu'en citant le cas de la France. Selon le rapport de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine du Sénat d'avril 2006, les estimations du nombre de sans-papiers présents en France allaient à l'époque, de différentes sources officielles, de 200 000 à 800 000 – du simple au quadruple !

40. Fanon, p. 34-35. Le passage cité auparavant suit immédiatement.

41. *Ibid.*, p. 27 et 56.

42. *Ibid.*, p. 33 et 35.

43. Quelques brefs extraits, parmi ceux qu'on pourrait citer : « *Vouloir coller à la tradition ou réactualiser les traditions délaissées c'est non seulement aller contre l'histoire mais contre son peuple. [...] La culture négro-africaine, c'est autour de la lutte des peuples qu'elle se densifie et non autour des chants, des poèmes ou du folklore. [...] Ce sont les colonialistes qui se font les défenseurs du style indigène.* » (p. 163, 172 et 177)

44. Ce que Fanon appelle « *culture nationale* » (et « *conscience nationale* ») est, à vrai dire, loin de toute référence nationaliste. Chez lui « *national* » vaut global : en tant qu'il s'oppose à tout localisme, à tout ethnocentrisme, à tout indigénisme ; en tant que premier élément unificateur, dans les conditions de la lutte anticolonialiste et de la décolonisation, des luttes locales – leur dépassement dans un mouvement d'ensemble. Le cas algérien qu'il cite largement est là-dessus exemplaire. « *Se battre pour la culture nationale, c'est d'abord se battre pour la libération de la nation, matrice matérielle à partir de laquelle la culture devient possible. Il n'y a pas un combat culturel qui se développerait latéralement au combat populaire. Par exemple, tous ces hommes et toutes ces femmes qui se battent poings nus contre le colonialisme français en Algérie ne sont pas étrangers à la culture nationale algérienne. La culture nationale algérienne prend corps et consistance au cours de ces combats, en prison, devant la guillotine, dans les postes militaires français investis et détruits.* » (p.170) Que le national soit fonction d'une phase de la lutte, que son dépassement soit, après cette phase, nécessaire, cela est nettement formulé : une fois la victoire emportée, « *il faut rapidement passer de la conscience nationale à la conscience politique et sociale* ». (p. 146)

45. « *C'est la lutte qui, en faisant exploser*

l'ancienne réalité coloniale révèle des facettes inconnues, fait surgir des significations nouvelles et met le doigt sur les contradictions camouflées par cette réalité. Le peuple qui lutte, le peuple qui, grâce à la lutte, dispose cette nouvelle réalité et la connaît, avance, libéré du colonialisme. » (p. 105)

46. *Ibid.*, p. 179.

47. *Ibid.*, p.119.

48. *Ibid.*, p. 98, 170, 220, 222, 228.

49. *Ibid.*, p. 237-238.

le quotidien des sans-papiers

Bulletin d'information et d'alerte

Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Lisez
diffusez
le Quotidien des
Sans-papiers
Téléchargeable
et imprimable
gratuitement
site :
sanspapiers.info

POUR NOUS CONTACTER :
lequotidiendessanspapiers@no-log.org

TEL : 09 52 73 81 53

COURRIER :
QSP, chez Lady Long Solo,
38 rue Keller, 75011 Paris

Vous pouvez aussi participer
à la Télé des Sans-papiers
tous les mardis à 19h
à l'Olympic café
20, rue Léon, à la Goutte d'Or

distinction fondamentale – pour la jouissance des droits – de la population chinoise tout entière en foyers résidents urbains (particuliers, hukou urbain) et foyers résidents ruraux (collectifs, hukou rural), a très profitablement joué son rôle dans le cadre de la collectivisation. Et ses restes en jouent un autre non moins profitable aujourd'hui, dans celui de la décollectivisation¹⁷.

Il est possible, comme le pensent nombre de commentateurs, notamment chercheurs urbanistes, qu'au moment de son adoption en 1955 par une directive du Conseil d'État, ce système ne visât qu'à remédier au surpeuplement des villes dû à l'afflux de millions de paysans après la proclamation de la « République populaire » en 1949. Quoi qu'il en soit, il se transforma vite en tout autre chose. En effet, cette décision fut prise pendant que la collectivisation des campagnes battait son plein, dans la foulée du mouvement de leur embrigadement universel (objectif pratiquement atteint dès 1956) sous la forme de coopératives avancées agricoles. De plus, elle fut bientôt consacrée par un article de loi¹⁸, en même temps que les coopératives étaient regroupées dans les communes populaires (1958), dernier stade de la collectivisation rurale.

Enfin, ce système fut l'instrument du quadrillage complet et draconien de la population chinoise, et précisément de la paysannerie, transformée du coup en la plus formidable armée du travail jamais encore vue.

Un demi-milliard d'hommes réduits en esclavage par décret ; ou pour mieux dire, en une forme de servage moderne, la plus stricte des formes du servage. Liés de jure, d'une part, comme des anciens serfs, à la glèbe (à la terre du lieu de résidence, du foyer rural collectif, la commune populaire), et, d'autre part, à la volonté planificatrice centrale de la toute-puissante bureaucratie du parti-État. Mobilisés, encadrés militairement (sous une discipline de soldats au combat) pour leur propre pillage maximum planifié, pour l'exploitation jusqu'à épuisement de leur force de travail ; pressurés (en ce même 1958, dans les conditions certes exceptionnelles détermi-

nées, cette année-là et les deux années suivantes, par le « grand bond en avant » que les communes, et plus tard les brigades, étaient tenues d'accomplir) jusqu'à 70 pour cent peut-être du revenu agricole total¹⁹, au profit des villes et de l'industrialisation du pays.

Dans une étude consacrée spécifiquement au système du hukou, on peut lire :

« *Ironiquement, depuis 1958, alors que l'État cherchait à imposer des mesures rigoureuses pour lier les agriculteurs à la terre [...] et réduire la population des grandes villes, le nombre des migrants urbains augmenta très fortement. Le mouvement de la population atteignit un pic au plus fort du grand bond en avant. [...] Ce résultat paradoxal est expliqué [...] par le fait que la priorité de l'État à cette époque n'était pas le contrôle de la population mais le développement accéléré. Les nouvelles sévères restrictions furent tout simplement balayées quand les entreprises, y compris beaucoup d'usines urbaines, accélèrent l'embauche d'ouvriers*²⁰. »

Cette explication qui n'explique rien, sauf ce fait notoire, noyau de la propagande maoïste de l'époque, que le grand bond en avant était synonyme de développement industriel accéléré (donc de besoin de main-d'œuvre), ignore l'essentiel : les moyens humains mis en œuvre pour faire le grand bond. Par définition, la priorité de l'État était le développement industriel, mais justement par le contrôle de la population : par le contrôle et la transformation universelle de la paysannerie en un immense réservoir de force de travail réduite à sa plus simple expression, toujours et dans tous les cas disponible, parce que domestiquée radicalement.

Dans une étude antérieure d'une dizaine d'années, on trouve d'ailleurs de précisions et de concision : « *En réponse à la puissante "poussée" d'industrialisation frénétique du grand bond en avant, pas moins de vingt millions d'habitants ruraux affluèrent en masse [flocked : à l'égal de troupeaux] dans les villes à la fin de 1958 et au commencement de 1959. [...] Au début des années 1960 cela mena à la campagne de "retour au village" par des déportations en masse dans des proportions comparables*²¹. »

On le voit. Pour l'État chinois de l'époque maoïste, les paysans n'étaient qu'un pur bétail humain transhumant. Servaient-ils à la ville, ils étaient libres (à condition d'obtenir un permis) d'y émigrer en masse par millions. Étaient-ils de trop – le grand bond en avant s'étant avéré un grand bond en arrière –, de nouveau ils étaient libres en masse par millions. Même que l'État veilla alors à organiser leur « retour au village » : transferts par troupeaux, convois de déportés.

Ce ne fut pas là pourtant le pire. Loin d'être paradoxaux, une ironie de l'histoire pour la politique maoïste, les résultats du grand bond (de la dyade « grand bond en avant-communes populaires rurales », le tissu de celles-ci étant l'instrument moléculaire de celui-là) furent, à court terme, purement et simplement catastrophiques. Mais la catastrophe ne fut pas le grand nombre de « migrants urbains » (et puis de migrants de « retour au village ») ; ce fut, entre 1959 et 1961, la famine dans les campagnes, la pire des famines connues, probablement plus de 40 millions de morts pour prix de la politique industrielle et agraire maoïste, voulue et mise à exécution par le parti coûte que coûte²². Mais que l'on passe du court au moyen terme, et le bilan (les résultats de la révolution maoïste dans les campagnes) change d'aspect. C'est ce qui apparaît à un aperçu d'ensemble allant du début des années 1960 à 1978, couvrant toute la période restante du pouvoir maoïste, après le grand bond chimérique et la grande famine réelle²³. L'état chaotique et fragmentaire des statistiques de l'époque n'empêche pas d'extrapoler des macro-estimations approximatives, indicatives d'une forte tendance générale ; par exemple, la part du produit non agricole dans le produit total semble avoir monté d'un peu plus de 50 à environ 70 pour cent, tandis que la part du produit industriel semble avoir à peu près doublé (atteint à peu près 40 pour cent du produit total) ; dans le même temps, la population urbaine a continué à flotter autour de 18 pour cent de la population totale²⁴. Que signifient globalement ces chiffres ?

Que les méthodes du parti-État chinois (méthodes se présentant comme communistes, prétendant œuvrer à un but supérieur d'émancipation humaine), pour tragiques qu'elles furent, sans commune mesure même avec le « grand tournant » du modèle stalinien (du premier plan quinquennal soviétique lancé en 1928 et de la collectivisation des campagnes russes à partir de la fin de 1929), et pour catastrophique qu'en fut l'échec immédiat pour la population, furent à la longue, sous l'angle de la pure industrialisation, un succès indéniable et même inédit. Et si les hommes n'étaient pas si prompts à l'oubli, ou zélés pour l'ignorance, un tel exemple devrait servir de mise en garde permanente contre tout accélérateur de la « modernisation », contre tout beau discours de ses agents et porte-parole, fût-il le plus sincèrement désintéressé, « humanitaire ».

En une vingtaine d'années seulement, par la domestication intégrale de la paysannerie chinoise, par sa réduction en une masse amorphe et remodelé et a jeté les bases de la croissance ultérieure, tant dans les villes que dans les campagnes. Là se trouve le socle du récent, et toujours en cours, « miracle » chinois; là l'assise de l'exploit productif répété et sans égal de la Chine post-maoïste.

En dépit de toute apparence (et malgré la propagande) de rupture, c'est le lien profond de continuité entre la politique de « Mao le révolutionnaire » et celle de « Deng le réformateur » qu'il faut saisir. Pour rendre sensible cet enchaînement par une image, disons que la première a constitué grosso modo le système racinaire par lequel s'est fixée et se nourrit la plante de l'économie chinoise d'aujourd'hui. (Système racinaire : enfoui dans le sol, poussé, comme toute racine, en sens inverse à la tige, dont maintenant tout le monde peut contempler le branchage). C'est un peu comme si les deux phases d'un moteur à deux temps s'étaient succédées : le moteur d'une même « politique économique » (sur le long terme), d'abord la compression en

bas, ensuite l'explosion vers le haut. L'alternance des deux phases d'un même planisme « stratégique » et dynamique. À preuve, qu'il est toujours égal à lui-même : farouchement étatique, absolu, commandé et imposé y compris et surtout dans le domaine agraire. Pour que les branches puissent porter leurs fleurs et leurs fruits, les racines doivent continuer de pomper le sol.

Disons cela en d'autres termes encore – fort schématiques, certes, donc avec une marge d'erreur inévitable, mais historiquement éloquents. Les marxistes, s'ils n'ont pas découvert la lutte des classes, en ont pratiqué la doctrine plus que tous les autres courants politiques. À tel point que ce dogme est devenu, pendant plusieurs décennies, le fondement doctrinaire de l'État dans toute une partie du globe. Le communisme marxiste était une doctrine socialiste née, à l'égal d'autres doctrines socialistes, au XIX^e siècle sur le terrain des luttes des classes ouvrières d'Europe. Au XX^e siècle, ses épigones plus ou moins dogmatiques, en Russie d'abord, ensuite en Chine, se sont trouvés diriger des États – des appareils existants et de nouvelles formes étatiques en formation – dominant sur des pays immenses, avec d'immenses populations fortement, voire presque exclusivement rurales. Les paysanneries pauvres avaient été la force sociale de la révolution, elles avaient confié le pouvoir révolutionnaire aux communistes en échange de la promesse du partage des terres. Seulement, elles n'entraient pas dans les schémas de conceptions apparues sur d'autres bases historiques et pour d'autres fins.

En face de ces masses paysannes, ces communistes « marxistes orthodoxes », détenteurs de la dominance politique armée. Entraînés à trancher toutes les questions sociales et politiques en les réduisant au schéma binaire de la lutte de classe, de la tactique de *classe contre classe*, dans sa version la plus dogmatique et dégradée: celle du diktat stalinien international lancé en 1928 aux communistes du monde entier, pendant du « grand tournant » soviétique intérieur. En face de ces masses paysannes, surtout, les marxistes chinois, ces

tacticiens et théoriciens de la *guerre révolutionnaire*. Qui pouvaient, à la fois, se prévaloir du précédent stalinien et faire valoir leur non commune expérience militaire.

Disposant de la toute-puissance actuelle de l'État révolutionnaire, les maoïstes, plus encore que les marxistes soviétiques, ont abordé les grandes questions sociales de leur immense pays avec leur clef simple et binaire, ils l'ont fait tourner par la force des armes et l'encadrement étatique militaire.

Cela a abouti à la pratique la plus moderne, mobilisatrice, de cette « arithmétique politique » (de la « révolution d'en haut ») bien connue des anciens : la suppression de classes sociales entières et la création de nouvelles par un pouvoir politique conquérant/dominant exclusif, absolu par la simple force des armes. La nouveauté du cataclysme social a été, en Chine, l'étendue et l'intensité, l'effort volontaire jusqu'au-boutiste, fourni, sur la plus grande échelle, par le nouveau complexe militaro-étatico-partidaire. Fait notable : des soldats de l'armée rouge « démobilisés » furent employés pour mobiliser le peuple paysan dans les communes rurales « du peuple ».

Mais la pure force militaire ne suffit pas pour contrôler les populations poussées par la faim, elle peut les exterminer, non pas les arrêter. Seule une faim plus grande peut maîtriser leur faim. C'est par un tel calcul, par une politique de la faim planifiée, généralisée, que le pouvoir maoïste a eu raison des populations paysannes. Il a réussi dans un domaine où même l'empire romain avait échoué, durant les siècles de sa décadence et de l'institution du colonat. C'est en institutionnalisant la faim, grâce à un système de la faim devenue loi d'État, que l'État chinois a plié la paysannerie chinoise et l'a asservie, attachée à la terre « collectivisée ». Ce système a été le système du *hukou*.

Sa grande efficacité fut assurée par son principe relativement simple, celui d'un mécanisme administratif fondé à la fois sur le rationnement intégral des vivres dans les villes et le contrôle étatique complet de la production agricole, dans les conditions

société en Chine, Colin, Paris, 1986, p. 154-155, remarquant que « bien peu de livres consacrés à la Chine contemporaine accordent au hukou [...] la place qu'il mérite dans la société chinoise contemporaine », alors que, par ce moyen, « à l'instar des serfs dans notre système féodal, les Chinois sont attachés au bout de terre sur lequel ils sont nés », ce qui « est un instrument non négligeable dans l'arsenal des moyens d'assujettissement de la société dont dispose le pouvoir politique ». Toutefois, leur description (quatre pages) des tribulations des Chinois, et notamment des paysans, en vertu du système du *hukou* ne constitue pas non plus une tentative d'interprétation de sa signification socio-économique profonde.

18. R.J.R. Kirkby, *Urbanisation in China : town and country in a developing economy, 1949-2000 AD*, Croom Helm, Londres et Sidney, 1985, p. 25.

19. Cf. S. Chandrasekhar, *Communist China today*, Asia Publishing House, Londres, 1962, 2^e éd., p. 49.

20. T. Cheng et M. Selden, *The Origins and social consequences of China's hukou system*, in *China Quarterly*, 139-1994, p. 665, cité par J. Friedman, *China's urban transition*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2005, p. 138.

21. Kirkby, p. 35.

22. Le chiffre d'au moins 40 millions semble le plus probable d'après nombre de sources chinoises : cf. J. Becker, *Hungry Ghosts, China's secret famine*, John Murray, Londres, 1996, traduction française sous le titre *La grande famine de Mao*, Dagorno, 1998, p. 366-78.

23. Malgré la chute libre de la production industrielle en 1961 et 1962, celle-ci demeura supérieure aux niveaux de 1957, d'avant le grand bond. La production agricole tomba, elle, aux niveaux d'avant 1952, alors que la population à nourrir avait augmenté de 17 pour cent. (Cf. [K. Grummitt,] *China economic handbook*, Euromonitor Publications, Londres, 1986, p. 12)

24. Sur toute la période maoïste, l'augmentation du pourcentage du produit non agricole est non moins remarquable – le point de départ étant d'environ 40 pour cent du produit total –, avec, en particulier, la multiplication par trois ou quatre (d'environ 10 pour cent en 1952 à 35-40 en 1978) de la part du produit manufacturier : ce qui, dès la fin du maoïsme, faisait de la Chine « proportionnellement [...] l'un des pays les plus industrialisés du monde en termes de production ». Il convient de reculer à au moins 1978 ces mots, se rapportant à 1995, écrits par A. Maddison, *L'économie chinoise. Une perspective historique*, OCDE, Paris, 1998, p. 89, si ses estimations sont fiables : la part

du produit manufacturier étant, selon ses calculs, en 1995 d'environ 41 pour cent contre 35 en 1978. En effet, voici ce qu'écrit cet auteur quelques pages auparavant : « Entre 1952 et 1978 [...] la structure de l'économie fut transformée. En 1952, la part de l'industrie dans le PIB était six fois moins importante que celle de l'agriculture. En 1978, elle était plus élevée. » (p. 61) C'est bien là l'essentiel : entre 1952 et 1978 la structure de l'économie chinoise fut transformée ; et ceci apparaît quels que soient les calculs et les données de départ. Soulignons néanmoins que les statistiques de l'époque maoïste, utilisées par les chercheurs actuels, ont été le plus souvent publiées bien des années plus tard par le nouveau régime post-maoïste : à la fois continuateur et opposé du précédent et tout aussi intéressé, du moins dans certains domaines dont l'économie, à leur manipulation à des fins de propagande. Pour la Chine maoïste surtout, toute estimation devrait donc s'accompagner d'un examen critique fouillé des sources (ce qu'a fait, pour la famine de 1959-1961, l'étude citée de Becker). Les indications d'un peu plus de 50 et d'environ 70 pour cent pour les 17-18 années allant de 1961-62 à 1977-78 sont des moyennes grossières entre plusieurs sources et études, en particulier celle de Maddison confrontée avec *L'État du monde* (diverses années) et nos propres calculs. (Le travail de Maddison est méthodiquement prudent et riche en tableaux élaborés à partir de statistiques officielles et d'ajustements de l'auteur : il évalue à 66,3 pour cent la part du produit non agricole en 1978, mais d'autres estimations donnent des chiffres plus importants.) Voici d'autres chiffres (légèrement différents, mais qui vont dans le même sens, dessinent une même tendance de fond) donnés par un autre chercheur : « La part du produit non agricole dans le revenu national a augmenté de 52 pour cent en 1962 à 64 pour cent en 1978, alors que la proportion de la population urbaine n'a pratiquement pas changé. » (Wang Feng, *The breakdown of a Great Wall : recent changes in the household registration system in China*, in Th. Sharping (éd.), *Floating population and migration in China : the impact of economic reforms*, Mitteilungen des Instituts für Asienkunde, Hambourg, 1997, p.155, cité par Friedman, p. 61, qui n'indique pas les sources de Feng). Le chiffre de 64 pour cent en particulier semble très approximatif par défaut. Cela tient aux particularités de l'industrialisation chinoise et des définitions relatives (non seulement de l'époque maoïste). Ce n'est pas ici le lieu d'aborder la question de l'industrie « rurale » (située en zone rurale) chinoise et de son poids dans les

statistiques. Pour en donner une idée, une citation suffira : « En 1978, environ 28 pour cent (17 millions de travailleurs) de la force de travail industrielle totale de la Chine était employée dans des industries rurales dirigées collectivement. Pendant la période maoïste, tous les travailleurs du secteur industriel géré par les communes et les brigades étaient classés dans le revenu national comme « agricoles » et n'avaient ainsi pas accès aux droits urbains. » (Friedman, p. 12, qui renvoie à K.W. Chan, *Cities with invisible walls : reinterpreting urbanization in post-1949 China*, OUP, Hongkong, 1994, p. 81). Dans une telle situation, il y a fort à parier que les termes réels de la croissance à l'époque maoïste risquent de rester à jamais mal connus, et qu'on ignorera toujours ceux du partage réel entre population agricole et non agricole. Enfin, dans ce cadre, même une simple donnée comme le pourcentage à peu près inchangé de la population urbaine paraît, en face d'un rythme particulièrement accéléré de croissance de la production du secteur manufacturier lourd, indicative d'une forte capitalisation progressive de celui-ci (diamétralement à l'opposé d'un retard dans la modernisation technique), et paraît donc confirmer la tendance de fond à une transformation rapide de la structure économique pendant la période maoïste.

25. Kirkby, p. 26. Pour donner un cadre plus complet, il faut rappeler une autre, essentielle raison de l'efficacité de l'organisation de la faim comme moyen de contrôle et de transformation de la population chinoise rurale. Les coopératives et les communes populaires – celles que Mao appela les « *germes du communisme* » – non seulement servirent à contrôler complètement la production agricole, mais furent aussi les institutions locales de la faim étatique, nécessaires dispensatrices de la nourriture aux paysans. Dans les cantines « collectives » des coopératives avancées et surtout (à partir de la mi-1958) des communes populaires rurales, une pauvre nourriture leur était fournie, juste assez (au moins jusqu'aux premiers mois de 1959) pour ne pas mourir d'inanition. Cela explique le « succès foudroyant » de la communisation d'État (collectivisation) en 1958.

26. Friedman, p. 60.

27. De fait le processus est encouragé à tous les niveaux. Jusqu'au Bureau international du travail qui indique le modèle chinois (« libéralisé », de l'après-maoïsme, bien entendu) en exemple aux pays du Tiers-monde. Voir l'encadré.

28. I. Attané s'en étonne dans *La Chine au seuil du XXI^e siècle. Questions de populations, questions de société*, INED, Paris, 2002, p. 185, qui voit dans ce maintien

tale, « à prétention universalisante », et finalement conforme à sa domination sur le monde.

« La bourgeoisie occidentale, quoique fondamentalement raciste, parvient le plus souvent à masquer ce racisme en multipliant les nuances, ce qui lui permet de conserver intacte sa proclamation de l'éminente dignité humaine. [...] Le racisme bourgeois occidental à l'égard du nègre et du "bicot" est un racisme de mépris; c'est un racisme qui minimise. Mais l'idéologie bourgeoise qui est proclamation d'une égalité d'essence entre les hommes, se débrouille pour rester logique avec elle-même en invitant les sous-hommes à s'humaniser à travers le type d'humanité occidentale qu'elle incarne⁴⁷. »

Il ne peut donc s'agir, dans la conception culturelle de Fanon, de porter et exporter, de quelque manière que ce soit, la « civilisation » ailleurs dans le monde ; il s'agit de créer, de donner corps à une force de libération des hommes.

Une culture différente et nouvelle dans son fondement, puisque, se formant au cours des luttes mêmes d'émancipation des damnés de la terre, son but ne peut être que d'« élever la conscience du combattant », que de lui « ouvrir l'horizon », que de « réapprendre [au] peuple et d'abord réapprendre à soi-même la dimension de l'homme » : de « l'homme [qui] revendique et affirme en même temps son humanité illimitée ». C'est pourquoi elle ne peut pas ne pas « reprendre la question de l'homme » dans son entier – d'une manière radicale⁴⁸.

Ce dont il s'agit, c'est, en définitive, « pour le Tiers-monde de recommencer une histoire de l'homme », et, à partir de là, pour toute l'humanité, y compris celle d'Occident, de « faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf⁴⁹ ».

Les migrants sans-papiers sont aujourd'hui, dans les pays développés d'Occident, les avant-coureurs des nouveaux damnés de la terre (des damnés de la civilisation capitaliste), lame de fond déferlant par-dessus les frontières, et, à la fois, les précurseurs de cette nouvelle dimension de l'homme, de ce devoir-être en puissance de l'humanité entière.

Mais il manque aujourd'hui une pensée, une culture, une vision d'ensemble du mouvement et des luttes des sans-papiers : de ces hommes qui, dans leurs luttes, revendiquent et affirment, d'une manière implicite, inexprimée, d'une manière que la plupart d'entre nous, que la plupart d'entre eux ne voient pas, leur humanité illimitée.

La leçon de Fanon c'est qu'il faut réapprendre à l'homme à voir. Il faut que l'homme se dépasse pour être homme. Pour que le nouveau cesse d'être vieux.

Son livre nous apprend, à la condition de le lire en profondeur, sous l'écorce, il nous fait voir combien nous sommes vieux, nous les « sou-tiens » des sans-papiers. Nous ne cherchons que des remèdes pour eux, alors que ce sont eux le remède pour nous, eux le remède contre notre humanité vacillante et déçue. Alors qu'il y a tout un monde à changer et à gagner. Nous ne sommes que la bonne conscience de la vieille Europe, sa fausse conscience et sa conscience malheureuse.

Mais il peut apprendre, ce livre, une grande leçon aussi aux sans-papiers. Et là il ne faut pas qu'ils se trompent. Pour lutter contre la vieille Europe, et contre nous, il leur faut d'abord lutter contre eux-mêmes. Aiment-ils vraiment leurs amis européens ? Alors ils doivent vouloir les libérer. Ils doivent, pour ce faire, se libérer eux aussi en même temps, se libérer de l'ennemi qui est en eux et cesser d'être les hommes colonisés qu'ils sont encore trop souvent.

POUR NOUS CONTACTER
• Par internet :
lequotidiendessanspapiers@no-log.org
• Par téléphone :
09 52 73 81 53
• Par courrier :
**QSP, chez Lady Long Solo,
38, rue Keller, 75011 Paris**
On trouve à cette adresse la librairie, ouverte tous les jours de 14 à 20 heures (sauf quand c'est fermé), où il est possible de se procurer des exemplaires du journal déjà imprimés.

NOTES

1. Préface à F. Fanon, *Les damnés de la terre*, La Découverte, Paris, 1985, p. 10 (1^e éd. Maspero, 1961). La citation de Fanon se trouve p. 235.
2. *Ibid.*, p. 51.
3. *Ibid.*, p. 41-42.
4. C'est pourtant ce que fait le *Bureau international du travail*. Voir l'encadré ci-après.
5. M. Davis, *Planet of Slums*, 2006, traduction française sous le titre *Le pire des mondes possibles*, La Découverte, 2007, 2^e éd., p. 8.
6. *Ibid.*, p. 28.
7. C. Rollet, *La population mondiale, 6,5 milliards, et demain ?*, Larousse, 2006, p. 11.
8. Populations paysannes au sens large, celles tirant leurs principaux moyens de subsistance de la culture de la terre, sans tenir compte des formes historiques (pré-ou proto-capitalistes) et des buts de la propriété et de la production.
9. M. Guillou et N. Szotokman, *Géographie mondiale de la population*, Ellipses, Paris, 2004, 2^e éd., p. 119.
10. Cf. les diverses éditions annuelles de *L'État du monde*, La Découverte, Paris.
11. « La main-d'œuvre rurale en excès [était] estimée à 200 millions de travailleurs à l'échelle nationale » vers la fin des années 1990 : L.R. Sullivan et N.R. Hearst, *Historical dictionary of the People's Republic of China: 1949-1997*, Scarecrow Press, Lanham, Maryland, 1997, p. 210.
12. Cf. J.Y. Lin, *Rural reforms and agricultural growth in China*, in R. Garnaut et Y. Huang (éd.), *Growth without miracles. Readings on the chinese economy in the era of reform*, OUP, Oxford, 2001, tables 3 et 1 p. 141 et 138. Dans les années suivantes, la croissance de la production agricole a ralenti : 4,1 pour cent par an dans la période 1984-1987, avec en même temps la stabilisation du nombre des exploitations décollectivisées à 99 pour cent.
13. C. Aubert, *Exode rural, exode agricole en Chine, la grande mutation ?*, in *Espace, populations, sociétés*, 2-1995, cité par Guillou et Szotokman, p. 145.
14. La Découverte, Paris, 1997, p. 149.
15. Ce chiffre, qui s'accorde avec ceux fournis par d'autres chercheurs qu'on citera plus loin, apparaît par ailleurs modeste confronté aux 200 millions indiqués par Sullivan et Hearst (note 11).
16. I.B. Taeuber et N. Wang, *Population reports in the Ch'ing Dynasty*, in *The journal of asian studies*, 4-1960, p. 404, cité par Y. Blayo, *Des politiques démographiques en Chine*, INED, Paris, 1997, p. 27.
17. Très justement P. Triollet et J.-Ph. Béjà, *L'empire du milliard. Populations et*

de pénurie alimentaire endémique (par rapport au nombre d'habitants) de la Chine, terre traditionnelle de la famine (localisée). La distinction légale entre foyers urbains (*hukou* urbain) et foyers ruraux (*hukou* rural) établissait l'autosuffisance par définition de ces derniers. Ils devaient se nourrir et vivre en autarcie locale; ils étaient sujets à de lourds prélèvements sur leur production (avant tout céréalière, base de l'alimentation du pays), à d'écrasantes confiscations pour le ravitaillement des villes et l'accumulation nécessaire à l'industrialisation accélérée. Cela ne leur laissait plus grand-chose, non tant pour alimenter un quelconque marché noir des denrées vers les villes, que pour s'alimenter eux-mêmes suffisamment.

Dans un tel régime de pénurie artificielle des campagnes, s'ajoutant à leur pénurie endémique, des vagues de crève-la-faim paysans eussent déferlé sur les villes, sans les mesures draconiennes qui furent prises : ceux qui fuiraient la faim chronique accrue des campagnes étaient sûrs d'aller vite mourir littéralement de faim partout ailleurs, et notamment dans les villes. Le marché libre ayant été aboli (un modèle d'efficacité, l'idéal réalisé de l'« économie de guerre », en fait de consommation alimentaire), les possibilités de s'y nourrir dépendaient strictement de la « possession de documents d'enregistrement urbain du foyer familial, les céréales étant acquises mensuellement à la graineterie de quartier assignée à la famille par la police d'enregistrement. [...] C'est pourquoi le rationnement des céréales s'est révélé [...] un instrument extrêmement puissant de contrôle des migrations²⁵ ».

À ce système de rationnement alimentaire, faisait pendant un système non moins rigide de rationnement des droits.

Tout « rural » était, en ville, quelque chose comme un sans-papiers permanent, un sous-homme sans droits dans tous les cas. Sans autorisation (en règle générale, en vertu d'un contrat d'embauche entre la ville et sa commune) lui ouvrant droit et accès aux vivres, il était un clandestin sans papiers (un urbain sans *hukou*) condamné d'avance à mourir de faim.

Et quand bien même il obtiendrait des papiers en règle, son *hukou* rural (doublé de l'enregistrement de travail) déterminait, malgré l'implantation urbaine autorisée, son exclusion légale de pratiquement tous les droits liés au statut de résident urbain.

Voici comment une étude récente décrit les conséquences du mécanisme du *hukou* :

« Cette division de la population chinoise entre une minorité urbaine privilégiée (environ 17 pour cent) et une majorité rurale exploitée (83 pour cent) a créé en substance une société à deux classes. Être rural, c'était être condamné à une vie de dur labeur et de pauvreté. Être urbain, c'était avoir des droits incluant céréales et fuel subventionnés, [emploi garanti,] logement, éducation, soins sanitaires, possibilités culturelles – toutes choses qui étaient déniées aux paysans. Les chances de vie de chacun étaient par conséquent le produit du système d'enregistrement familial²⁶. »

La Chine a été, dans les années 1950 et 1960, le laboratoire à ciel ouvert, puis la vaste usine à fabriquer en série de nouvelles couches prolétariennes sans droits, à droits très limités, en vertu du système des dispositions légales. L'État chinois de l'époque maoïste, en expropriant les populations paysannes, en les enchaînant à la forme étatique locale des communes populaires, a mis en place le premier, dans les temps modernes, un régime économique d'ensemble à main-d'œuvre tendanciellement sans papiers. Modèle dynamique d'un rapport social global de sur-prolétarianisation (surexploitation d'une main-d'œuvre par définition « mèteque », étrangère à la société) qui s'étend depuis, sous des formes diverses, de plus en plus à l'échelle mondiale.

Ces surexploités, parias de la modernisation, sont obligés de se cacher pour travailler et vivre, ils sont réduits à convoiter des papiers « en règle » comme si cette règle était leur unique chance de vie. Vouloir les obtenir, pour eux, c'est dans un certain sens (un sens restreint, mais seul socialement efficace) vouloir entrer dans le statut légal et public de leur altérité, vouloir, de leur propre chef, l'officialisation de leur amoindrissement social : un statut fortement désiré, à la suite d'un mouvement

prolongé, soutenu, de leur propre conscience morale. *Dura lex sed lex*, la loi est dure mais c'est la loi. S'y conformer pour vivre.

C'est le sens de la grande expérimentation d'« ingénierie sociale » réalisée par le maoïsme, qu'une telle création des cadres normatifs du conditionnement et du dressage sociaux des membres de populations entières appauvries. Soumis avec méthode, individuellement – par les conditions matérielles qu'on leur impose, par l'encadrement social contraignant du système –, à la politique et à la discipline salariales de la précarité ; rendus psychologiquement prompts (après comme avant l'obtention de papiers provisoires, révocables, liés à la durée des contrats de travail) à se vendre de plein gré en échange de n'importe quel gagne-pain. C'est là sa signification moderne universelle : elle a devancé, à la plus grande échelle nationale, un processus de tendance générale; elle est le modèle inavoué des « psychologues-ingénieurs sociaux » partout dans le monde²⁷.

Même si ce point sur la continuité entre le maoïsme et le post-maoïsme, y compris dans les politiques agraire et de population, est d'un grand intérêt (en particulier pour l'« arithmétique politique » des pouvoirs d'État envers la société), nous ne pouvons pas nous y arrêter davantage. Il suffira d'évoquer un dernier fait révélateur. La première constitution chinoise de 1954 – promulguée lorsque Mao était certes, depuis longtemps, le premier parmi les dirigeants chinois, mais pas encore le « soleil infiniment bon » qui éclairait la terre de Chine et la transformait en un paradis communiste par ses seuls rayons –, cette première constitution établissait la liberté de circulation des personnes. Cette liberté, déniée par le Conseil d'État dès l'année suivante, fut finalement supprimée des droits constitutionnels par la constitution maoïste de 1975 ; et cette suppression fut maintenue dans la constitution post-maoïste de 1982.

Avec 1978, donc, la première phase de la croissance chinoise était arrivée au bout de sa course, la double assise de la nouvelle Chine était acquise. La grande transformation sociale et éco-

nomique s'était opérée, la domestication d'une vaste main-d'œuvre avait donné lieu à un haut niveau d'industrialisation. La deuxième phase pouvait démarrer.

Parmi les « réformes de modernisation » entreprises, ne figura pas l'abolition du système du *hukou*²⁸. Celui-ci ne fut modifié partiellement, une première fois, qu'en 1984. D'autres modifications interviendront, notamment en 2001, mais le système reste en vigueur.

C'est que le principe légal et l'organisation administrative des *tribulations d'un Chinois en Chine* continuent de rendre service et bénéfiques. La modernisation, la libéralisation tant vantée, de l'économie chinoise s'est faite et continue de se faire, quels que soient les correctifs apportés, non pas malgré, mais grâce au maintien et à la croissance en nombre d'une armée de sans-papiers « ruraux », de travailleurs sans droits.

Le rôle de la libéralisation de la production agricole a été primordial (on l'a dit plus haut) pour la « libération » des bras liés à la terre et pour la prolifération d'un immense peuple de sans-emploi et sans-ressources, de migrants toujours disponibles sur l'ensemble du marché interne du travail (non seulement journaliers pour les travaux des champs, mais surtout et de plus en plus pour le secteur manufacturier et autres secteurs de production, urbains ou ruraux). Une deuxième raison essentielle explique pourquoi la politique des réformes économiques de Deng Xiaoping a commencé par la libéralisation relative des campagnes, pourquoi celle-ci a devancé toutes les autres réformes même de plusieurs années.

La formation d'un prolétariat sans droits repose forcément sur un double présumé : d'une part, le maintien d'un système de droits dont cette classe soit matériellement exclue (de fait et/ou de droit) ; de l'autre, l'existence de conditions lui permettant de se nourrir, de se loger, de se vêtir, bref, d'exister matériellement pour être exploitable.

Quant au premier aspect, le système du *hukou* existait déjà, efficace, profondément ancré dans les mœurs publiques et privées, suite à la tradi-

tion séculaire impériale et aux décennies de la domination étatique maoïste.

Quant au second aspect, il fallait qu'existe, à côté du régime officiel, un régime parallèle des subsistances. C'est à quoi servit aussi la libéralisation de la production agricole : à former un « marché libre » des denrées où tout un chacun pût se ravitailler, quel que fût son statut social et légal, indépendamment du système étatique de rationnement des villes.

« Depuis 1978, le marché privé paysan des denrées alimentaires dans les zones urbaines n'a fait que croître, et cette innovation fournit les moyens essentiels d'une large résidence illégale. La résidence urbaine en dehors du système de rationnement était en règle générale une affaire risquée. Au milieu des années 1980, toutefois, le grand choix de produits agricoles (y compris les céréales), disponibles maintenant à presque chaque coin des rues, ôte au système son effet le plus sûr, la condamnation à la peine de la faim²⁹. »

Ainsi, une fois ce spectre de la faim banni des villes pour les paysans (une fois la politique de la faim d'État menée à terme), ceux-ci commencèrent à y affluer. Un grand nombre venaient certes y vendre leurs produits. Mais ils venaient aussi, en grande partie – et précisément grâce à la nouvelle possibilité matérielle de s'y nourrir assurée par ce commerce paysan –, pour se faire embaucher dans toutes sortes d'occupations. Entre autres, « l'énorme programme de construction de logements urbains de la période post-1978 n'aurait pas été possible sans un important louage de main-d'œuvre rurale. [...] Ayant terminé leur période contractuelle, ces gens sont censés quitter les villes, mais une grande partie parviennent à y rester moyennant des contrats, quoique illicites, avec des unités d'État, ou en diverses formes d'emploi occasionnel³⁰. »

Ce tableau remonte à 1985 et relate les premiers effets de la modernisation des campagnes sur les zones urbaines. Suivirent ces vagues d'« ouvriers-paysans » (« migrants temporaires, populairement connus comme "flottants" dans la Chine actuelle³¹ ») mentionnées plus haut. Nous avons

vu aussi qu'en 1995 un auteur les estimait à 60 millions de personnes. Ce chiffre paraît partiel, bien inférieur à celui d'autres estimations de la même époque et pour la même année.

« La "population flottante" [...] ce sont des gens avec un lien plus fragile (et peut-être plus temporaire) avec leurs nouveaux domiciles [par rapport aux 17-20 millions par an qui, depuis 1982, parviennent à changer leur *hukou*], fragilité qui se reflète dans le défaut d'un enregistrement urbain. Leur nombre a monté, à l'échelle nationale, de 20-30 millions en 1982 à 80-100 millions en 1995. Bien que beaucoup soient des ouvriers agricoles saisonniers, un nombre croissant ont des contrats de travail de courte durée – jusqu'à deux-trois ans – dans les villes, et leur présence dans les secteurs du bâtiment et des services prend un caractère de plus en plus permanent. [...] Ce sont] des habitants urbains sans papiers. Beaucoup d'employeurs recrutent en masse aujourd'hui dans les zones rurales, embauchant des migrants en qualité de travailleurs avec contrat temporaire et leur fournissant souvent des logements-dortoirs. Dans les secteurs manquant de bras, les opérations d'embauche de la main-d'œuvre sont souvent bien organisées et gérées par des agences publiques. [...] La plupart des migrants sont concentrés dans les zones péri-urbaines, où ils peuvent louer des logements particuliers chez les paysans. [...] Ainsi, tout comme dans les sociétés de marché partout dans le monde, la migration sur une grande échelle conduit à des nouveaux modèles d'inégalité sociale et de ségrégation spatiale. [...] À Shanghai] l'expansion géographique de la zone urbaine a porté nombre de villages précédemment ruraux à l'intérieur des limites urbaines, où d'anciens agriculteurs réalisent de gros bénéfices en louant des espaces aux travailleurs migrants³². »

Pour conclure sur ce point, voyons qui sont ces urbains sans papiers, migrants « flottants », « sans *hukou* », souvent qualifiés globalement en Chine de simples vagabonds. Voici le tableau qu'en brosse une autre étude de la même époque :

« La population flottante chinoise de manœuvres et itinérants est maintenant estimée entre 20 et 100 millions. [...] Ces travailleurs temporaires sont deve-

tive que des fondements de la culture dominante.

La pratique même des régularisations partielles et individuelles – pourtant objectivement, pragmatiquement si indispensables pour soutenir le mouvement d'ensemble – est à elle seule, dans les formes dont elle est menée normalement, en tant que mission et action exclusives des collectifs, un a priori d'échec global, fixé d'avance, irréversible. De fait, elle représente souvent une fonction conforme d'assouplissement des politiques sociales étatiques, un espace social homogène sinon nécessaire à leur réussite globale. Un *no man's land* fictif interposé « entre l'exploité et le pouvoir » ; une zone franche intermédiaire peuplée d'une « multitude de désorientateurs », dont le propre est d'être le lieu final de l'exercice de cette « violence pacifique », si typique des politiques intérieures des pays capitalistes développés, dont parle Fanon⁴¹.

Cette pratique inculque en tant que telle aux demandeurs de papiers certaines « idoles » propres à la culture capitaliste occidentale.

« Et d'abord l'individualisme. [...] La bourgeoisie colonialiste avait enfoncé à coups de pilon dans l'esprit du colonisé l'idée d'une société d'individus » ; alors que, « dans les formes d'organisation de la lutte », quand « l'affaire de chacun ne cesse plus désormais d'être l'affaire de tous [...], le "démerdage", cette forme athée du salut, est, dans ce contexte, prohibé » ; alors que, spontanément, dans une telle lutte, « ce que le peuple demande, c'est qu'on mette tout en commun⁴². »

« Ce contexte », est celui de la lutte globale : le contraire, dans notre cas, de la pratique des régularisations partielles comme mission ; le « que faire » pour avoir des papiers pour tous. Et tout ce qui, dans le mouvement multiforme de la lutte, renvoie par contre, en définitive, à la société d'individus (renvoie les individus engagés dans la lutte à eux-mêmes, à leur situation particulière), participe finalement de la « culture de l'oppressé ». De la culture dominante, parmi nous – celle, entre autres, des couches moyennes et intellectuelles. Et ceux qui s'en font les vecteurs participent, eux, à l'oppression globale,

fût-elle, dans ses formes, la plus « pacifique » et non violente.

Fanon consacre toute une partie de sa réflexion à contrecarrer l'influence de cette culture avant tout chez les intellectuels ; et notamment sa réflexion sur la notion d'une culture différente – différente et nouvelle dans son fondement.

Il convient d'insister sur cette notion parce que, comme on ne peut comprendre son livre si on le réduit à l'œuvre mythique (et donc désormais inoffensive) du « tiers-mondisme », ainsi on ne peut le comprendre si on fait de l'auteur une sorte d'apôtre d'un « culturalisme », d'une quelconque idéologie de la culture, même si non européenne ou anti-européenne. Le sujet mériterait un examen spécial (en particulier sa critique de la culture des intellectuels colonisés engagés), mais nous nous bornerons ici à quelques remarques qui vont nous permettre de conclure.

C'est là surtout que, pour comprendre Fanon, il faut le lire sans ceillères. Car sa conception s'oppose à tout atavisme, à tout indigénisme (considéré comme une aliénation de l'homme), à toute tentative ou rêve réactionnaire de faire tourner à contresens la roue de l'histoire culturelle dans les pays du Tiers-monde⁴³. Il y a plus : ainsi qu'il faut le débarrasser, pour en apprécier encore de nos jours la vigueur, des références ordinaires au tiers-mondisme, de même il faut le dépouiller, lui et sa conception de la culture, de cette écorce nationaliste (le nationalisme des nations décolonisées comme base de l'internationalisme socialiste) qui est parmi ses aspects les plus caducs⁴⁴. L'actualité de Fanon, il faut la chercher sous cette écorce, dans l'analyse des comportements sociaux, de la psychologie des classes et des couches sociales, dans son exploration de leur base matérielle dans les conditions de domination sociale et politique, avant pendant et après les luttes anticolonialistes. Sous cette écorce coule aussi la sève de ce qu'il entend par une culture radicalement nouvelle.

En simplifiant à l'extrême, disons ceci. La domination sociale et politique (en l'espèce la colonisation) provoque des réactions chez les dominés

(les hommes colonisés). Quand elle s'exerce d'une manière particulièrement manichéenne et qu'elle fait apparaître le monde social nettement divisé en deux, elle pousse les dominés à sortir de leur isolement, puisqu'ils voient leur condition commune et qu'ils se reconnaissent comme frères, sœurs, camarades ; ainsi sont semés les grains de la lutte commune, sociale et politique.

C'est sur cette base de la domination matérielle et psychique et de la réaction matérielle et psychique à la domination, que Fanon élabore sa conception de la culture, qui est par excellence une culture des luttes qui ont lieu. Presque une phénoménologie culturelle de ces luttes⁴⁵.

Celles-ci ont besoin, pour se développer, puis gagner, de devenir globales. Parmi les éléments unificateurs, leur propre culture en élaboration. Elle est nouvelle, parce qu'elle s'exprime au cours de luttes nouvelles et vivantes, mais elle est loin de n'être que spontanée. Elle est aussi un acte conscient, voulu. Le fruit aussi de la volonté d'unification qui surgit du mouvement général des luttes comme sa nécessité historique. Elle est donc une culture avant tout politique et révolutionnaire. Un acte de rationalité consciente. Nouvelle, parce qu'elle veut donner du sens à l'homme nouveau en train de se faire ; et parce que, ce faisant, elle ne peut pas ne pas s'opposer à toute l'ancienne culture ; et qu'en s'y opposant, elle la résume et la dépasse.

« La lutte elle-même, dans son déroulement, dans son processus interne développe les différentes directions de la culture et en esquisse de nouvelles. [...] Cette lutte qui vise à une redistribution fondamentale des rapports entre les hommes, ne peut laisser intacts ni les formes ni les contenus culturels de ce peuple. Après la lutte il n'y a pas seulement disparition du colonialisme mais aussi disparition du colonisé. Cette nouvelle humanité, pour soi et pour les autres, ne peut pas ne pas définir un nouvel humanisme⁴⁶. »

Mais il ne saurait être question, de ce point de vue, d'une nouvelle « aventure spirituelle » de l'homme, d'une nouvelle « idéologie humaniste » à l'exemple de celle affirmée par la bourgeoisie démocratique occiden-

mun, leur détermination commune à être des hommes et des femmes égaux aux autres hommes et aux autres femmes, il s'oppose aussi, immédiatement et directement, à l'État : puisque l'État français veut et voudra tout, sauf des papiers pour tous. (Sauf une telle égalité des droits.)

Quand il arrive que le global soit, somme toute, fort simple (qu'il en soit ainsi réduit à une simplicité telle qu'il peut paraître limité et, pour ainsi dire, buté), c'est qu'il lui faut nier la complexité parce que seule l'extrême simplicité est devenue essentielle : la juste réponse à un univers manichéen et buté. Celui du rapport dominants-dominés, répression-réprimés, réduit à sa plus simple expression.

S'agissant d'hommes et de femmes venant la plupart du Tiers-monde, des pays jadis colonisés, puis décolonisés et néocolonisés, qui pourra douter qu'il n'y ait là continuité ? Continuité et transposition du rapport colonisé-colonisateur (néocolonisé-néocolonisateur) et même continuité de ses formes, *mutatis mutandis* ; mais surtout transposition de sa substance. Les migrants d'Afrique savent promptement et pertinemment de quoi on parle, dès que quelqu'un le dit.

Et c'est là précisément qu'apparaît aussi, avec force, l'actualité du livre que nous avons cité au début de notre essai. Un livre qui offre l'analyse la plus fine des conséquences de ce rapport sur les consciences sociales et sur les hommes.

Nous venons d'ailleurs de nous livrer à une transposition de l'une de ses thèses centrales – transférée à la lutte actuelle des sans-papiers et à la position globale de leur revendication. Lisons ce qu'écrivait Fanon :

« *Le peuple, par contre [à la différence des intellectuels engagés dans la lutte], adopte dès le départ des positions globales. La terre et le pain : que faire pour avoir la terre et le pain ? Et cet aspect buté, apparemment limité, rétréci, du peuple, est en définitive le modèle opératoire le plus enrichissant et le plus efficace. [...] Le manichéisme premier qui régissait la société coloniale est conservé intact dans la période de décolonisation.* »

Précisément, pour ce qui nous concerne : *des papiers pour tous* : que

faire, en définitive, pour avoir des papiers pour tous ? C'est toute la question.

Qui a suivi les luttes des sans-papiers, fréquenté les réunions des collectifs, les comités et les associations de soutien, sait quelles pratiques partielles, morcelées, il y a derrière ce mot d'ordre en apparence si unificateur et si global. Mais il ne s'agit pas de reprocher, d'imputer quoi que ce soit à la mauvaise volonté des personnes. La mauvaise volonté est celle des faits, elle se trouve entièrement du côté de l'ordre sociologique.

C'est que personne ne pose réellement la question : que faire pour avoir des papiers pour tous ? pour que ce « *que faire* » devienne le véritable modèle opératoire et le pivot de toute l'action efficace ?

Au lieu de cette question essentielle, en rupture avec les politiques sociales étatiques, ces procédés fragmentaires, rituels, sans cesse répétés. Ces flottements et atermoiements continuels (qui ne peuvent plus être pris pour des erreurs de jeunesse). Ces pratiques à échelle infime, tiraillées entre des régularisations avaries et la venue de toujours nouveaux contingents, où les laissés pour compte font partie au préalable du compte et du jeu (de tout accord de régularisation éventuel). Cet énorme rocher de Sisyphe sans cesse poussé vers le haut, et qui sans cesse retombe. Et, en contrebas, ces localismes spatiaux et ces localismes idéologiques, marqués par des décennies de gauchisme et (dans une moindre mesure, mais avec une semblable incapacité de se faire inessentiels en face de l'essentiel) d'ultragauchisme. Bref, toute cette activité de base et de soutien coordonnée en substance par la partie adverse ; cette activité dont l'action efficace peut se résumer, dans nombre de cas, en deux mots : mobiliser pour immobiliser.

Nul ne devrait s'en étonner, s'il considère la situation et la conscience sociales du « personnel » de ces collectifs, comités et associations de soutien. En effet, aussitôt posée d'une façon matérielle, opératoire, cette question si simple et si limitée est du genre qui bouleverse : elle bouscule les équilibres, les habitudes sociales et mentales, les idées reçues. Elle a une

seule manière d'être efficace : elle force à aller au-delà de soi, à se mettre en question, à se surpasser, enfin, à penser et à agir d'une manière foncièrement différente.

Là encore, l'analyse que fait Fanon du rapport colonisé-colonisateur se répand et s'absorbe dans notre contemporainité. En voici les effets sur cette variété très spéciale de l'homme colonisé qu'est « l'intellectuel colonisé » (nous abrégeons fortement) :

« *Pour assimiler la culture de l'opprimeur et s'y aventurer [...] il a dû faire siennes les formes de pensée de la bourgeoisie coloniale. Cela, on le constate dans l'inaptitude de l'intellectuel colonisé à dialoguer. Car il ne sait pas se faire inessentiel en face de l'objet ou de l'idée. [...] Emporté dans le mouvement multi-forme de la lutte, il a tendance à se fixer sur des tâches locales, poursuivies avec ardeur mais presque toujours trop solennisées. Il ne voit pas tout le temps le tout. Il introduit la notion de disciplines, de spécialités, de domaines [...]. Engagé sur des points précis du front, il lui arrive de perdre de vue l'unité du mouvement et, en cas d'échec local, de se laisser aller au doute, voire au désespoir⁴⁰.* »

Combien de ces « intellectuels colonisés » compte-t-on parmi les « soutiens » des collectifs de sans-papiers ? Cette question, venant après la citation de Fanon, est claire et nette, et pourrait donc se suffire, elle est question et réponse. Mais pour qu'aucun doute ne subsiste, il faut poser deux autres questions, tout aussi claires et suffisantes en elles-mêmes.

Qu'est-ce, ici transposée, que la « culture de l'opprimeur » ? Qu'est-ce, ici, que la « bourgeoisie coloniale » ?

Le péché capital des collectifs est d'être, à de rares exceptions près, dirigés de fait par des personnes au nombre de ces intellectuels. (Fussent-ils non seulement français, européens, mais également des anciens sans-papiers encore actifs dans les collectifs, ou des sans-papiers tout court.) Ils secrètent leurs « spécialités » (leur culture) par tous les pores ; ils colportent partout des formes de pensée et de pratique correspondantes, et celles-ci suffisent pour instiller dans la tête des demandeurs de papiers l'idée que le salut ne peut venir en défini-

nus vitaux pour une multiplicité d'industries, surtout le bâtiment, mais ils ont aussi provoqué d'énormes tensions dans l'infrastructure urbaine chinoise encore sous-développée. [...] L'immense majorité de la population flottante est mâle et très jeune ; et beaucoup envoient leurs rétributions aux familles résidant encore dans les villages ruraux. Seulement 5 pour cent ou à peu près de la population flottante est composée de vagabonds, de criminels et de prostituées ; pourtant les autorités gouvernementales chinoises redoutent que la population flottante [estimée, selon ces auteurs, dans de grandes villes comme Pékin et Shanghai, à plus d'un million d'habitants] ne puisse devenir une force politiquement déstabilisatrice, ainsi que ce fut apparemment le cas pendant les protestations de Tian'anmen à Pékin³³.

Pour avoir un tableau aussi complet que possible, il convient de rapporter encore les paroles plus récentes de deux autres chercheurs, écrites, les premières, un lustre, et les secondes une décennie plus tard.

« *Les estimations récentes situent cette population flottante dans une fourchette assez large, entre 80 et 120 millions de personnes ; une dernière évaluation fait état de 130 millions... Une masse considérable, qui représenterait donc autour de 10 pour cent de la population totale du pays. La migration légale, avec transfert du livret de résidence, ne constitue ainsi qu'une part infime de la migration réelle : le nombre des migrants légaux, fixés par des quotas annuels par le ministère de la Sécurité publique, se situe en effet autour de 17 à 19 millions chaque année³⁴.* » (Aussi, il apparaît de toutes les estimations qu'au moins un Chinois sur dix est un sans-papiers sur le propre sol chinois.)

« *Il y avait environ [...] 130 à 140 millions [de migrants temporaires] en 2000 [...]. Actuellement, [...] certaines provinces ont [...] aboli ces barrières institutionnelles à l'émigration rurale, mais les grandes villes et a fortiori les métropoles comme Pékin et Shanghai ont une politique sélective qui limite fortement l'immigration légale. Les migrants font encore le plus souvent l'objet d'une véritable ségrégation : certains emplois (entreprises d'État et services publics) leur sont fermés, ils occupent les tâches pénibles et mal payées que délaissent les*

citadins, comme le bâtiment ; ils n'ont pas accès aux services sociaux et notamment aux établissements scolaires où la Sécurité sociale. En 2000, les migrants représentaient 20 pour cent de la population de Pékin, 25 pour cent de celle de Shanghai et de la province du Guandong [Canton]³⁵. » (Soit, pour Pékin et Shanghai, peut-être jusqu'à 3 et 4 millions respectivement.)

Personne ne s'étonnera, donc, du fait que le dernier demi-siècle, caractérisé par l'infériorité sociale et la discrimination légale des masses rurales (par la politique socio-économique anti-paysans pauvres du Parti communiste chinois), s'est en même temps accompagné de la fixation d'un vaste, viscéral racisme « anti-ouvriers-paysans », anti-migrants, dans la société urbaine légale chinoise, racisme encouragé, jusqu'à aujourd'hui, et même anticipé par les pouvoirs publics.

« *Des mesures de discrimination en matière de travail à l'égard des migrants sont même mises en place par les gouvernements des grandes villes, leur interdisant officiellement l'accès à certains métiers [...]. La Chine a donc aussi ses "sans-papiers", régulièrement victimes de rafles. En 2000, la police aurait arrêté à Pékin 295 000 migrants en situation irrégulière (sans permis de résidence) renvoyés chez eux manu militari après une période de travaux forcés. Ces méthodes reçoivent le soutien de l'opinion publique, qui accuse les migrants d'être les auteurs de la majeure partie des crimes commis en ville, de surcharger les bus et les rames de métro déjà surpeuplées, et de donner de la ville une image peu flatteuse... À tous égards, cette population flottante, pourtant indispensable à l'essor de l'économie chinoise, est malmenée³⁶.* »

On pourrait presque dégager une loi générale de la psychologie sociale dominante, en disant que ceux qui en profitent le plus doivent en venir à mépriser les classes sociales dont l'exploitation les fait vivre et prospérer. Pour conserver leur équilibre psychique et spirituel d'exploiteurs, ils doivent d'autant plus les considérer comme une race inférieure qu'ils en dépendent plus largement et que l'exploitation en est plus vaste et plus sauvage.

En Chine, aujourd'hui encore, « c'est

l'économie paysanne des provinces de l'intérieur qui nourrit l'économie capitaliste des zones côtières [urbanisées]³⁷ ». L'économie – et les populations, dites « paysannes ».

Un livre, son actualité

L'exemple de la Chine une fois décorqué, une fois trouvé le noyau profond sous l'écorce, cet exemple montre de la manière la plus saisissante la base nouvelle, le foisonnement de rapports sociaux et de politiques sociales d'État, que cachent les statistiques qui font état de vastes régions du monde dont les populations seraient encore majoritairement « paysannes » ou « rurales ».

On arriverait à des conclusions analogues, bien que moins parlantes à cause de la vitesse et netteté moindres des processus et, surtout, à cause du plus faible volontarisme politique central, voire de sa quasi-absence, en examinant le cas de nombreux autres pays. Ceci ne vaut pas seulement pour ceux, comme les pays d'Amérique latine ou d'Afrique du Nord, où le processus d'ensemble, considéré dans ses termes les plus généraux, est accompli depuis des décennies et devant les yeux de tout le monde. Mais aussi pour les régions dont la spécificité serait, sur ce point, d'être « les moins avancées », comme c'est le cas en particulier de l'Inde et de l'Afrique noire (et c'est là une partie non négligeable de notre thèse, mais qui n'a pas sa place ici). N'importe qui en comprendra le poids, notamment sur le marché mondial du travail : cela concerne, pour ces deux seules régions du monde, environ un milliard trois cents millions d'êtres humains.

Résumons notre thèse.

Au cours du dernier demi-siècle, les rapports sociaux spécifiques de la civilisation et de la production capitalistes se sont étendus à toute la planète, sont devenus proprement universels. Les conséquences les plus globales ont été l'expropriation et la dissolution des sociétés paysannes traditionnelles, la paupérisation et prolétarisation généralisées des populations concernées. Ces rapports, dans leur pleine spécificité, se sont fait

chair, ils sont sortis du ciel du marché mondial des matières et des produits, sphère transcendante, supérieure ou parallèle. Ils ont pénétré dans le marché de la chair et du corps social de populations immenses, se sont fait matière et substance, production immédiate de la vie. Le dieu du capital est descendu sur terre, pour ces vastes populations aussi, est devenu pleinement immanent à l'univers des hommes exploités. Là est la nouveauté des temps actuels, et la notion de « marché mondial » ne peut donc plus globalement les définir. Depuis un demi-siècle, d'abord d'une manière systématique, planifiée en Chine, et plus confusément, avec incohérence même, dans d'autres pays, puis à l'échelle mondiale, sous forme notamment d'« avis d'experts » et d'ordonnances délivrées par le médecin au chevet de l'enfant malade, se sont développées des politiques sociales étatiques et supra-étatiques de grande envergure (des programmes globaux « de population » au sens le plus concret et le plus large³⁸) orientées vers la sur-prolétarianisation de ces populations : c'est-à-dire, de la plus grande partie de l'humanité. Le fait que de telles masses d'hommes soient déracinées, jetées dans la mobilité sociale et spatiale, s'est forcément traduit par ces phénomènes de migrations massives (campagne-ville, ville-ville, internationales³⁹), qui sont le signe de notre temps.

Corollaire de ce signe, ou, si l'on veut, second signe des temps: ce balancement, ces flottements institutionnels, flux et reflux des politiques de migration, rigidité et souplesse des lois et des réglementations, rigidité et souplesse de leur application. Ce « flou » n'est pas un produit du hasard, si l'on se place du point de vue de la rationalité d'ensemble ; c'est un produit délibéré et nécessaire de l'ensemble du système social, mécanisme conditionné et « âme du monde » (du monde social) agissante, conscience et volonté politiques, car ce flou a une fonction de valorisation précise. Car c'est là le problème qu'il faut sans cesse régler. Certes, il s'agit de favoriser la mobilité de la force de travail (qui tient

néanmoins à la réalité mouvante et à l'immanence des choses), mais de telle manière que l'on puisse, selon les besoins, aux moments et aux endroits voulus, lâcher ou fermer les écluses, régler l'inondation. Retenir, canaliser, ouvrir les vannes, ou bien stopper le flot de la masse liquide tenue en réserve, l'afflux de la main-d'œuvre sur les lieux de production.

Il n'est pas possible de contrôler – gouverner, exploiter – des populations immenses et mouvantes avec les méthodes « classiques » d'antan, adéquates à une époque où, sur les marchés intérieurs et limités des pays d'Europe, les quantités d'hommes déplacés étaient sans commune mesure avec celles d'aujourd'hui. Du fait des grands flux migratoires mondiaux sur les marchés contemporains du travail, en raison des conditions d'existence de ces marchés, et à cause des tensions sociales et politiques aiguës ainsi engendrées, les méthodes adéquates doivent être différentes. C'est ainsi que, pour nous limiter aux pays civilisés occidentaux et notamment à la France, on voit reparaître au grand jour, derrière la face présente de l'État démocratique, et au nom même de la civilisation, la face cachée du Janus bifront que beaucoup avaient cru révolue : la hideuse face d'un pouvoir absolu et « despotique », et l'arbitraire des pouvoirs contre lequel la civilisation démocratique européenne s'est précisément d'abord constituée, au cours des révolutions du XVIII^e siècle.

Si l'action dans la continuité des États les plus démocratiques – de ceux qu'on appelle des « États de droit » par une inversion significative du sens historique et théorique –, si cette action retrouve ouvertement, avec force approbations, politiques et sociales et morales, le principe des États les plus autoritaires, c'est que le cours et la tendance de la civilisation mondiale actuelle exigent ces grandes masses d'hommes déplacés, achetés et vendus au plus bas prix, exigent donc des politiques sociales, des « arithmétiques politiques », globales et totales – « totalitaires », diraient beaucoup.

Sur-prolétarianisation, avons-nous dit, de ces populations et de ces hommes, nouveaux parias du monde et damnés

de la civilisation capitaliste mondiale. Que faut-il entendre par là ? Ce n'est pas ici le lieu d'aborder la critique des deux notions de prolétariat et de prolétarianisation, le plus souvent défigurées par deux siècles de socialisme abâtardi et par un siècle de communisme ultra-abâtardi et de sociologie universitaire lège. Nous y reviendrons éventuellement dans un autre texte.

Dans le cadre de celui-ci, il suffira de souligner que nous avons choisi ce terme en lui donnant un sens proche de celui de réduction à la condition de sous-prolétaires (*lumpen-prolétariat*), mais pour éviter la connotation traditionnellement péjorative liée à ce dernier mot. Il ne s'agit pas d'un choix d'ordre moral, mais plutôt d'un nom pour exprimer de nouveaux rapports de classes à l'échelle mondiale, pour dire la condition générale dans laquelle les forces économiques et politiques dominantes comptent acculer, acculent en fait dans une grande partie du monde, la majorité des nouvelles classes salariées. Ce choix s'oppose sciemment à la pensée régnante dans l'analyse des classes sociales.

Par sous-prolétaires, on entend, dans le meilleur des cas, quand cela ne désigne qu'une activité de travail, des travailleurs exploités dans des conditions dites « anormales ». Mais il ne s'agit pas ici de prolétaires faiblement ou non protégés (quelles qu'en soient les raisons) par les lois. C'est du système des lois en tant que tel qu'il s'agit, en ce qu'il a ou qu'il tend à avoir de plus spécifique : législations conçues pour fabriquer, sur une grande échelle, des armées du travail composées d'une race d'hommes et de femmes inférieurs, nouveaux « nègres » légalement privés des droits et de la dignité d'hommes. Sur-prolétarianisation, comme on disait, comme on dit, surexploitation, mais avec, en plus, ce sens spécifique actuel. Nous avons longuement exposé le modèle (et le rôle de l'État) chinois, il serait inutile de revenir sur ce qui a déjà été dit.

La perspective de cet essai serait-elle un songe, une vue de l'esprit ? Encore faudrait-il le démontrer par des arguments aussi quantifiables,

observables, par des examens aussi factuels que ceux qui ont été exposés. Mais si ce point de vue a un sens d'ensemble, si cette appréciation du cours mondial des choses n'est pas sans fondement, alors ce qu'il faut apprécier aussi, ce sont les tendances possibles, les cordes qui sous-tendent l'arc des possibilités, le mouvement qui se cherche et cherche son but, les virtualités nouvelles du courant historique, les voies qu'il est dans sa puissance d'emprunter.

S'il est vrai que la sur-prolétarianisation des anciennes populations paysannes est, par la démesure même du processus, quelque chose de mondialement si nouveau que la simple quantité est détermination d'une qualité nouvelle, alors il y a là autre chose encore. En puissance, mais qui peut porter loin. La promesse d'une époque, d'une saison nouvelle, le gage de la jeunesse qui se renouvelle.

Les temps récents de l'histoire humaine se sont distingués par deux grandes époques de luttes d'émancipation. Les révolutions du XVIII^e et les révolutions des XIX^e et XX^e siècles. Les révolutions des droits civils et politiques et les révolutions des droits sociaux. Deux grandes époques de luttes qui se sont souvent chevauchées, imbriquées l'une dans l'autre, de manière plus ou moins inextricable, d'abord en Europe, puis ailleurs dans le monde et notamment dans l'ensemble des mouvements de libération anticolonialistes du siècle dernier.

Les résultats de ces deux grandes saisons de l'émancipation humaine n'ont pas amené, tant s'en faut, le déploiement des possibilités et des richesses qu'elles portaient avec elles. Le recul du temps autorise même à dire qu'elles ont été deux grandes occasions historiques manquées. Ceci est d'autant plus frappant que l'étude des documents fait ressortir à quel point la conscience, voire la doctrine de l'émancipation étaient présentes, de façon parfois très nette et dès le début, dans l'esprit de nombre d'hommes de ces époques.

La première a abouti globalement à ce que la tradition des historiens sociologues (périodisateurs et classificateurs) qualifie de révolutions « bourgeoises ». La deuxième aux

réformismes et aux révolutions « socialistes ». Pour ne donner qu'un aperçu à vol d'oiseau et dans un style abstrait, de quasi-philosophie de l'histoire cherchant un principe unique et premier, on pourrait avancer que le véritable point faible de cette conscience historique a été, dans les deux cas, le rapport à la forme du politique et de l'État : la croyance dans l'infléchissement ou dans la conquête du pouvoir politique à d'autres fins, la confiance ingénue que les nouveaux droits pouvaient et devaient être garantis essentiellement par les nouvelles lois de l'État. (Que pour cela seul, la lutte devait être menée ; que cela suffirait, aboutirait à affaiblir et même à faire « déperir » la mécanique étatique.)

Ce rapport au politique est spécifiquement manifeste dans la plupart des doctrines et des pratiques qui se réclament de la tradition socialiste. Les droits y ont fini par être assimilés aux lois et règlements d'État (les libertés absorbées dans leur contraire, les obligations) et la sphère du public à l'étatique. C'est l'aspect du socialisme qui a par-dessus tout informé, et continue d'informer, la nature et le fonctionnement de l'État national moderne en Europe, tels que tout un chacun peut en faire quotidiennement l'expérience.

Il a été dit plus haut que la conséquence directe de la qualité nouvelle des processus sociaux mondiaux est l'avènement d'une humanité conforme à l'ordre matériel et culturel des rapports de la civilisation capitaliste. Il ne faut pas prendre une telle affirmation pour un aveu de pessimisme. Il faut y voir plutôt (si virtualité et puissance ne sont pas de vains mots) une déclaration d'optimisme de la raison. D'une prudence raisonnable, réfléchie, qui cherche à tenir compte, pour ainsi dire, tout à la fois des solidifications successives, des strates accumulées, des illusions et potentialités avortées, et des possibilités et illusions qui naissent des sociétés en transformation. À se rendre compte des portes qui au fur et à mesure se ferment, ou qui peuvent s'ouvrir sur l'avenir.

Avec le recul du temps, force est de

constater que la deuxième époque des luttes d'émancipation n'a fait, pour l'essentiel, qu'incorporer, élever, puis dépasser (encore que seulement en partie) la première. Elle en a compris (embrassé et connu) les modifications, elle a été de son temps. Et la nouvelle époque, la saison nouvelle qui s'annonce, devra de même, pour être du sien, le résumer et le dépasser ; soit résumer, élever et dépasser aussi ce qui reste en elle des deux époques qui l'ont précédée. Récapituler et aller au-delà. Pour ne pas laisser le passé décider de l'avenir. Mais il y a en plus une différence de taille : c'est sa puissance – ce qui peut lui permettre un plein dépassement.

La condition interne, cette conformité nouvelle de l'humanité entière à l'ordre capitaliste, ne doit pas forcément être pensée comme un handicap pour la nouvelle époque. Pas plus que la moindre conscience apparente des voies de la libération chez les nouveaux prolétaires du monde. Leur place spécifique dans la société, la matérialité palpable, physique, de l'oppression légale-illégale à laquelle continûment, directement ils sont confrontés, leur ôtent vite tout résidu de confiance dans la garantie de leurs droits par les lois ou par les professionnels de l'exercice des lois. C'est avec une conscience aiguë qu'ils se sentent, qu'ils se savent injustement exploités, rabaisés dans leur qualité d'hommes. L'opposition s'établit dans leur esprit avec une sorte de radicalité : d'un côté leurs droits, leur dignité, de l'autre les lois et l'État.

Ce qui fait en revanche cruellement défaut, ce sont l'unité et la radicalisation réelle, historique, des luttes. L'une ne va pas sans l'autre.

Les luttes des migrants sans papiers en France sont à ce propos emblématiques, pour l'ampleur aussi bien que pour la longueur temporelle du mouvement. Leur revendication première est pourtant en soi unificatrice, elle dit d'emblée une position globale. *Des papiers pour tous*. Ce mot d'ordre qui retentit régulièrement, depuis bientôt deux décennies, scandé dans les rues et les places de France, n'est pas seulement en soi unifiant, n'exprime pas seulement, en un éclair, leur être com-